

CONGO

LES DÉPÊCHES
DE BRAZZAVILLE

200 FCFA

www.adiac-congo.com

N° 3346 - MARDI 16 OCTOBRE 2018

ÉLECTRICITÉ

Brazzaville et Pointe-Noire vont
passer 45 jours de délestage

La fourniture de l'électricité sera perturbée dans les deux grandes villes nationales à compter du 21 octobre jusqu'au 5 décembre, a-t-on appris hier de la compagnie Énergie électrique du Congo (EEC), ex-Société nationale d'électricité, qui justifie ce désagrément par la maintenance de l'une des deux turbines de la Centrale électrique du Congo.

« La conséquence de cette opération de maintenance est que le réseau électrique national connaîtra des perturbations. Il ne nous sera plus possible de garantir la distribution de l'énergie électrique à l'ensemble de notre clientèle de manière pérenne durant cette période. Nous procéderons à une distribution rotative de l'électricité », a indiqué le directeur d'EEC, Louis Kanoha-Elenga.

Page 3

LOI DE FINANCES

Le parlement se penche sur le budget de l'État
exercice 2019

L'Assemblée nationale et le Sénat ont ouvert, hier à Brazzaville, leur session budgétaire respective au cours de laquelle les membres des deux institutions parle-

mentaires vont examiner et adopter la loi de finances de l'État exercice 2019. Arrêtée en recettes et en dépenses à la somme de 2 308 milliards 798 millions de francs CFA

contre 1602 milliards 619 millions 295 029 francs CFA en 2018, cette loi de finances a été approuvée le 6 octobre par le gouvernement en conseil des ministres. [Page 2](#)

SPORT DE HAUT NIVEAU

Corriger les
contreperformances
des athlètes congolais

Afin d'apporter une solution aux contre-performances des athlètes congolais, liées souvent à une faible préparation physique et technique, les dirigeants sportifs, notamment le ministère des Sports et les fédérations, en partenariat avec l'ONG « Depaget medical center », entendent

inclure l'alimentation, un volet non moins négligeable, au cœur de la formation des sportifs de haut niveau. « Le constat général est qu'au Congo, nombre de dirigeants sportifs ne se préoccupent guère de la question de l'alimentation du sportif avant, pendant et après l'entraînement », a déclaré le ministre des Sports, Hugues Ngouelondélé, qui a ouvert hier des assises dont l'objectif est d'améliorer la performance sportive et prévenir les maladies. [Page 16](#)

GESTION DES FINANCES PUBLIQUES

Des comptables de qualité
pour améliorer la gouvernance

Le ministère des Finances a lancé hier une formation destinée aux agents comptables des administrations publiques, question de renforcer leurs compétences dans la gestion des finances publiques. « L'amélioration de la gouvernance des finances publiques est une exigence qui s'impose à tous. Elle concerne aussi bien la mise en place d'une organisation rationnelle de la fonction financière que le renforcement des capacités des acteurs chargés d'exécuter les opérations financières », a précisé le directeur de cabinet du ministre des Finances, Henri Loundou. [Page 2](#)



Les participants à la formation/Adiac

Editorial

Prudence !

Page 2

EDITORIAL

Prudence !

L'on ne saurait reprocher à l'Etat et à ses différentes administrations de tout mettre en œuvre pour récupérer les sommes qui leur sont dues à un titre ou à un autre par les contribuables. Ceci pour redresser les finances publiques qui ont été durement impactées par la crise économique des trois dernières années, mais aussi pour confirmer à nos partenaires extérieurs comme le Fonds monétaire international ou le Club de Paris que la remise en ordre de notre gouvernance publique n'est pas un rêve mais une réalité.

L'on ne saurait trop leur conseiller, malgré tout et dans le même temps, de faire régler les factures que ces mêmes administrations, services, entreprises publiques et autres entités placées sous leur autorité n'ont pas acquittées tout au long de ces mêmes années. Ceci pour la simple raison que s'il en allait ainsi, la plupart des débiteurs privés de l'Etat pourraient régler les sommes qu'ils lui doivent sans mettre les clés sous le paillason, c'est-à-dire sans réduire voire même stopper leurs activités, sans mettre au chômage leurs employés, sans aggraver de ce fait la crise sociale qui frappe durement l'économie de notre nation.

Qu'il nous soit permis d'ajouter à ce qui précède que dans le même temps où de telles actions relevant du simple bon sens devraient être entreprises si l'on veut éviter que le Congo plonge dans une crise plus grave encore, une attention particulière devrait être réservée aux banques qui sont elles-mêmes durement, très durement frappées par les difficultés auxquelles font face leurs clients. Instruments incontournables de l'économie de marché dans laquelle nous vivons, celles-ci jouent, en effet, un rôle clé dans la gestion quotidienne des citoyens et des entreprises, dans la gestion de finances privées, dans les échanges intérieurs et extérieurs, dans les mouvements de capitaux sur lesquels repose l'économie moderne.

Soutenir le secteur privé est certainement, dans le moment présent, la meilleure façon pour la puissance publique de relancer rapidement l'économie nationale et d'améliorer à terme rapproché ses propres finances. Le temps, nous semble-t-il, est venu pour le gouvernement de le dire haut et fort par ses voix les plus autorisées.

Les Dépêches de Brazzaville

SÉNAT

Pierre Ngolo déplore la situation des conseils départementaux et municipaux

Ouvrant les travaux de la quatrième session ordinaire dite budgétaire, le 15 octobre à Brazzaville, le président de la chambre haute du parlement a, une fois de plus, regretté le traitement réservé aux assemblées locales, les empêchant de fonctionner convenablement.

Dans son adresse, Pierre Ngolo a rappelé que l'implication totale attendue du Sénat pour l'instauration ainsi que l'entretien d'un climat social apaisé propice à l'action de construction nationale n'est pas synonyme d'aliénation des intérêts des collectivités locales dont les sénateurs sont les représentants. « La situation de paralysie dans laquelle se trouvent les conseils départementaux et municipaux a, de nos jours, atteint un niveau assimilable à un déni de l'ambition de décentralisation affichée par la Constitution du 25 octobre 2015 en son article 1^{er} », a-t-il déclaré.

Le président du Sénat a martelé : « Le souci partagé par l'exécutif et le législatif de promouvoir au Congo un

Etat de droit, souverain, unitaire et indivisible, décentralisé, laïc et démocratique nous interpelle tous à nous préoccuper du fonctionnement des collectivités locales que l'on ne devrait sacrifier quelles que soient les circonstances ».

Revenant à la session, Pierre Ngolo a de nouveau fait savoir que l'examen du projet de budget de l'Etat a toujours été un moment de responsabilité et, dans le contexte actuel marqué par la crise, le sérieux, la maturité et le patriotisme des sénateurs sont plus que mis à l'épreuve. « La présente session a, à son ordre du jour, des affaires qui engagent le pays sur un tournant décisif vers la transparence, la bonne gouvernance et la lutte vraie

contre les déviations abondamment décriées », a-t-il indiqué.

Il a appelé les élus du peuple à avoir bonne conscience de ce que la situation actuelle du pays contraint à encore bien plus d'effort ainsi que des sacrifices. « Voilà pourquoi, vénérables sénateurs, nous devons investir davantage d'énergie de sorte à élever l'apport du Sénat dans le processus d'assainissement de notre environnement social, condition sine qua non de la relance effective de notre économie », a signifié Pierre Ngolo.

Le président du Sénat a, enfin, invité les sénateurs à savoir prêter attention au regard ainsi qu'aux attentes des Congolais qui, au fur et à mesure, accroissent leur degré de vigilance pendant que s'érode la confiance aux dirigeants. Rappelons qu'au Sénat, onze affaires sont inscrites à l'ordre du jour de cette session.

Jean-Jacques Koumba

GESTION DES FINANCES PUBLIQUES

Des agents comptables actualisent leurs connaissances

Plusieurs gestionnaires des structures publiques sont en conclave depuis le 15 octobre à Kintélé, dans la banlieue nord de Brazzaville, pour échanger sur des questions liées à la qualité des comptes de l'Etat.

La fonction d'agent comptable est un maillon essentiel dans la chaîne d'exécution budgétaire de l'Etat et de ses démembrements. Soumis à un référentiel normatif, le travail du comptable permet au gouvernement, à la Cour des comptes et de discipline budgétaire ainsi qu'au parlement de se prononcer sur la qualité des comptes de l'Etat. Dans la chaîne budgétaire, l'on retrouve les ordonnateurs, les comptables eux-mêmes et les contrôleurs qui jouent un rôle majeur dans la transparence et la démarche de qualité. Selon le directeur de cabinet du ministre des Finances et du budget, Henri Loundou, pour réaliser des comptes publics de qualité, il faut une meilleure organisation de cette chaîne en plus de la do-



documentation et de la traçabilité de l'information financière.

« L'amélioration de la gouvernance des finances publiques est une exigence qui s'impose à tous. Elle concerne aussi bien la mise en place d'une organisation rationnelle de la fonction financière que le renforcement des capacités de tous les acteurs chargés d'exécuter les opérations financières », a estimé Henri Loundou au lancement de la formation des comptables sous tutelle.

Le Congo s'est doté de nouveaux

Les participants à la formation/Adiac cadres normatifs sur la transparence et la responsabilité dans la gestion des finances publiques, en lien avec les directives de la Communauté économique et monétaire de l'Afrique centrale. Le gouvernement a déjà entamé la préparation de la loi de finances 2019, avec en toile de fond un « rééquilibrage » budgétaire compatible aux exigences du Fonds monétaire international. L'institution de Bretton Woods a même dépêché un expert de son centre régional, en vue de faciliter les échanges de Kintélé.

Fiacre Kombo

LES DÉPÊCHES DE BRAZZAVILLE Les Dépêches de Brazzaville sont une publication de l'Agence d'Information d'Afrique centrale (ADIAC)
Site Internet : www.brazzaville-adiac.com

DIRECTION

Directeur de la publication : Jean-Paul Pigasse
Secrétariat : Raïssa Angombo

RÉDACTIONS

Directeur des rédactions : Émile Gankama
Assistante : Leslie Kanga
Photothèque : Sandra Ignamout

Secrétaire général des rédactions : Gerry Gérard Mangondo
Secrétaire des rédactions : Clotilde Ibara
Rewriting : Arnaud Bienvenu Zodialo, Norbert Biembédi, François Ansi

RÉDACTION DE BRAZZAVILLE

Rédacteur en chef : Guy-Gervais Kitina,
Rédacteurs en chef délégués : Roger Ngombé, Christian Brice Elion
Service Société : Parfait Wilfried Douniama (chef de service) Guillaume Ondzé, Fortuné Ibara, Lydie Gisèle Oko
Service Politique : Roger Ngombé (chef de service), Jean Jacques Koumba, Firmin Oyé, Jean Kodila
Service Économie : Quentin Loubou (chef de service), Fiacre Kombo, Lopelle Mboussa Gassia
Service International : Nestor N'Gampoula

(chef de service), Yvette Reine Nzaba, Josiane Mambou Loukoula,
Rock Ngassakys
Service Culture et arts : Bruno Okokana (chef de service), Rosalie Bindika
Service Sport : James Golden Eloué (chef de service), Rominique Nerplat Makaya
ÉDITION DU SAMEDI : Quentin Loubou (Coordination), Durlly Emilia Gankama

RÉDACTION DE POINTE-NOIRE

Rédacteur en chef : Faustin Akono
Lucie Prisca Condhét N'Zinga, Hervé Brice Mampouya, Charlem Léa Legnoki, Prosper Mabonzo, Séverin Ibara
Commercial : Mélaïne Eta
Bureau de Pointe-Noire : Av. Germain Bikoumat : Immeuble Les Palmiers (à côté de la Radio-Congo Pointe-Noire).
Tél. (+242) 06 963 31 34

RÉDACTION DE KINSHASA

Directeur de l'Agence : Ange Pongault
Chef d'agence : Nana Londole
Rédacteur en chef : Jules Tambwe Itagali
Coordonnateur : Alain Diasso
Économie : Laurent Essolomwa, Gypsie Oïssa
Société : Lucien Dianzenza, Aline Nzuzi
Sports : Martin Enyimo
Relations publiques : Adrienne Londole
Service commercial : Stella Bope
Comptabilité et administration : Lukombo Caisse : Blandine Kapinga
Distribution et vente : Jean Lesly Goga
Bureau de Kinshasa : 4, avenue du Port -

Immeuble Forescom commune de Kinshasa
Gombé/Kinshasa - RDC -
Tél. (+243) 015 166 200

MAQUETTE

Eudes Banzouzi (chef de service)
Cyriaque Brice Zoba, Mesmin Boussa, Stanislas Okassou, Jeff Tamaff.

INTERNATIONAL

Directrice : Bénédicte de Capèle
Adjoint à la direction : Christian Balende
Rédaction : Camille Delourme, Noël Ndong, Marie-Alfred Ngoma, Lucien Mpama, Dani Ndongidi.

ADMINISTRATION ET FINANCES

Directrice : Lydie Pongault
Secrétariat : Armelle Mounzeo
Chef de service : Abira Kiobi
Suivi des fournisseurs : Comptabilisation des ventes, suivi des annonces : Wilson Gakosso
Personnel et paie : Stocks : Arcade Bikondi
Caisse principale : Sorrelle Oba

PUBLICITÉ ET DIFFUSION

Coordinatrice, Relations publiques : Adrienne Londole
Chef de service publicité : Rodrigue Ongagna

Assistante commerciale : Hortensia Olabouré
Commercial Brazzaville : Erhiade Gankama
Commercial Pointe-Noire : Mélaïne Eta Anto

Chef de service diffusion de Brazzaville : Guylin Ngossima
Diffusion Brazzaville : Brice Tsébé, Irin Maouakani
Diffusion Kinshasa : Adrienne Londole.
Diffusion Pointe-Noire : Bob Sorel Moubelé Ngon

TRAVAUX ET PROJETS

Directeur : Gérard Ebami Sala

INTENDANCE

Coordonnateur général: Rachyd Badila
Coordonnateur adjoint chargé du suivi des services généraux: Jules César Olebi
Chef de section Electricité et froid: Siméon Ntsayouolo
Chef de section Transport: Jean Bruno Ndokagna

DIRECTION TECHNIQUE (INFORMATIQUE ET IMPRIMERIE)

Directeur : Emmanuel Mbengué
Assistante : Dina Dorcas Tsoumou
Directeur adjoint : Guillaume Pigasse
Assistante : Marlaine Angombo

IMPRIMERIE

Gestion des ressources humaines : Martial Mombongo
Chef de service préresse : Eudes Banzouzi
Gestion des stocks : Elvy Bombete
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo
Tél. : (+242) 05 629 1317

eMail : imp-bc@adiac-congo.com

INFORMATIQUE

Directeur adjoint : Abdoul Kader Kouyate
Narcisse Ofoulou Tsamaka (chef de service), Darel Ongara, Myck Mienet Mehdi, Mbengué Okandzé

LIBRAIRIE BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Émilie Moundako Éyala (chef de service), Eustel Chrispain Stevy Oba, Nely Carole Biantomba, Epiphanie Mozali
Adresse : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville - République du Congo

GALERIE CONGO BRAZZAVILLE

Directrice : Lydie Pongault
Chef de service : Maurin Jonathan Mobassi.
Astrid Balimba, Magloire NZONZI B.

ADIAC

Agence d'Information d'Afrique centrale
www.lesdepechesdebrazzaville.com
Siège social : 84, bd Denis-Sassou-N'Guesso, immeuble Les Manguiers (Mpila), Brazzaville, République du Congo /
Tél. : 06 700 09 00 /
Email : regie@lesdepechesdebrazzaville.fr
Président : Jean-Paul Pigasse
Directrice générale : Bénédicte de Capèle
Secrétaire général : Ange Pongault

AGRICULTURE

Le gouvernement offre des kits agricoles aux groupements des maraîchers de Talangai

Le matériel a été remis, le 15 octobre à Brazzaville, lors du lancement officiel des activités programmées à l'occasion de la Journée internationale de la femme rurale, sous la présidence du ministre d'Etat, ministre de l'Agriculture, de l'élevage et de la pêche, Henri Djombo, en présence de plusieurs membres du gouvernement.



Une vue de l'exposition des produits maraîchers / Adiac

Henri Djombo a présidé la cérémonie au gymnase Nicole-Oba de Talangai, le sixième arrondissement de la capitale. Au cours de celle-ci, des kits agricoles ont été offerts aux représentants de quatre groupements de la ceinture maraîchère de Talangai, notamment Bana-Mayi, la Différence, l'Union fait la force et Talangai actif.

Dans son discours pour la circonstance, le ministre d'Etat, Henri Djombo, après avoir honoré la femme rurale en la valorisant du fait qu'elle joue un rôle majeur dans un secteur stratégique de l'économie nationale, l'a exhortée à s'adonner davantage à l'agriculture pour son autonomisation. Il a ajouté : « Avec les jeunes, elles contribuent de façon significative à la production et à la sécurité alimentaires. Il faut donc les considérer comme des acteurs majeurs et renforcer leur position dans les transformations agricoles à opérer dans notre pays. RGA 2017 vient de dénombrer 514 358 actifs agricoles au Congo, dont 234 597 femmes (45,6%) et 279 761 hommes (54,4%). Les femmes sont particulièrement actives dans le développement des cultures vivrières ». La ministre Ines Nefer Ingani, de la Promotion de la femme et de l'intégration de la femme au développement, a, pour sa part, souligné : « En effet, face au changement climatique, les inégalités de genre en matière d'accès à la terre, à l'eau et à l'énergie ne font que se renforcer, d'où, l'impérieux devoir de développer les stratégies novatrices pour offrir davantage à la fille et à la femme rurales plus d'opportunités pour pratiquer une agriculture résiliente au climat ; une agriculture mécanisée afin de la rendre plus performante ; assurer l'égalité des faits de l'autonomisation des femmes et des filles rurales restent pour nous des défis à relever ».

De son côté, au nom du coordonnateur du système des agences des Nations unies, le représentant du Haut Commissariat pour les réfugiés au Congo, Modeste Cyr Kouamé, a rappelé : « Les femmes rurales sont les actrices clés des communautés. Les reconnaître et les soutenir en tant que telles peut constituer un levier de développement extrêmement puissant. Nous sommes solidaires des femmes et filles rurales et de leurs organisations, afin qu'elles œuvrent à influencer les décisions qui ont une incidence sur leur vie ».

Ce geste a rendu son optimisme à l'administrateur maire de Talangai, Privat Frédéric Ndéké, qui a encouragé les bénéficiaires de la ceinture maraîchère de son arrondissement à travailler davantage, en se servant jalousement des kits qui leur ont été donnés afin d'augmenter la capacité de leurs productions et d'approvisionner les marchés de la capitale en produits agricoles.

Notons qu'un ouvrage sur « Les défis de la femme congolaise face aux objectifs de l'autosuffisance des aliments de base » a été remis au ministre d'Etat, Henri Djombo, par la ministre de la Promotion de la femme et de l'intégration de la femme au développement. Une opération de levée de fonds en faveur de la population du Pool a été également organisée, suivie de l'ouverture d'une exposition-vente et, enfin, du lancement des ateliers ludopédagogiques et du studio radio mobile (Radio rurale, Radio Mucodec et Kabu TV-Web TV.)

Guillaume Ondzé

ELECTRICITÉ

Des délestages de plus d'un mois annoncés à Brazzaville et Pointe-Noire

Le directeur général de Energie électrique du Congo (EEC), Louis Kanoha-Elenga, a, au cours d'un point de presse animé le 15 octobre, annoncé la réduction de la production électrique de 150 MW sur le réseau national pendant près de quarante-cinq jours.

Pour des raisons de maintenance d'une des deux turbines de la Centrale à gaz de Pointe-Noire, des perturbations seront observées dans les deux grandes villes du pays du 21 octobre au 5 décembre. Ainsi, pour une meilleure gestion de l'énergie électrique pendant cette période, le directeur général de EEC a appelé tous ses clients à prendre des dispositions nécessaires.

« En effet, nous avons été informés par nos partenaires en charge de la gestion de la Centrale à gaz de Pointe-Noire, notamment celle de côte Matève, qui produit 60% de l'énergie électrique consommée par notre clientèle. Un taux de 60% de l'énergie électrique est placé sur le réseau. Le reste, soit 40% est produit par les centrales électriques gérées par Energie électrique du Congo, notamment les centrales d'Imboulou, Moukoulou et Liouesso qui

n'est pas connectée au réseau électrique national », a expliqué Louis Kanoha-Elenga.

Selon lui, durant cette période, le réseau électrique allant de Pointe-Noire à Makoua connaîtra un déficit de production, soit une perte de 150 MW ou plus du tiers de toute l'énergie disponible. « La conséquence de cette opération de maintenance normale, utile, nécessaire, parfois même obligatoire, est que le réseau électrique national connaîtra des perturbations. Il ne nous sera plus possible de garantir la distribution de l'énergie électrique à l'ensemble de notre clientèle de manière pérenne durant cette période. Nous procéderons à une distribution rotative de l'électricité (des délestages) », a-t-il poursuivi, précisant que cette distribution fera de sorte que chaque ménage, chaque service, chaque industrie

puisse, à un moment de la journée, bénéficier ou manquer de l'énergie.

La technique ayant souvent ses surprises positives ou négatives, les gestionnaires de l'énergie électrique s'attendent à ce que cette opération puisse terminer plus tôt ou durer plus longtemps que prévu. Interrogé sur le choix de Brazzaville et Pointe-Noire, Louis Kanoha-Elenga a indiqué que ces deux villes utilisent à elles seules près de 80% de l'électricité. Donc, distribuer l'électricité de façon rotative dans d'autres localités n'aura aucun impact sur le réseau.

Pour gérer au mieux la communication envers les clients, EEC, société anonyme, mettra en place une équipe de pilotage présidée par le directeur général adjoint, Adou-Danga, afin de publier un programme de distribution périodique. Notons que ces perturbations toucheront également l'interconnexion avec la République démocratique du Congo qui fait aussi partie de l'actuel réseau national.

Parfait Wilfried Douniama

ECOLE NATIONALE DES SOUS-OFFICIERS D'ACTIVE

Fin de formation pour la 13^e promotion

Le chef d'état-major général adjoint des Forces armées congolaises (FAC), le général de division René Boukaka, a patronné, le 13 octobre à Gamboma, dans le département des Plateaux, la cérémonie du triomphe de la promotion qui compte cent sous-officiers.



La 13^e promotion des élèves sous-officiers d'active

Après avoir passé vingt-deux mois, la treizième promotion des élèves sous-officiers d'active, dénommée «Promotion sergent-chef Obami Ngollo Destin», vient de finir sa formation. Le séjour à Gamboma de ces désormais sous-officiers des FAC a été, entre autres, caractérisé par des exercices techniques et de combat, des bivouacs, des marches, des raids, des tirs, des rallyes et tests de tous genres, des tournées d'intégration à l'environnement, des campagnes de conditionnement comportemental.

S'adressant à ces soldats, le commandant de l'Ecole nationale des sous-officiers d'active (ENSOA) de Gamboma, le colonel Cyriaque Kanga, a rappelé la noblesse de leur mission. « Vous êtes désormais appelés à prendre part à un grand combat, celui de la défense de l'intégrité territo-

riale, de l'unité nationale et des institutions républicaines. Il s'agit là du devoir sacré et de la mission première des forces armées. C'est votre mission. Vous l'accomplirez avec honneur et fidélité. Inspirez-vous de l'abnégation et du sens du sacrifice de votre parrain, le sergent-chef Obami Ngollo Destin », a-t-il indiqué, saluant encadreurs et instructeurs ainsi que tous ceux qui ont contribué à cette formation académique et militaire.

Selon lui, ces éléments de la force publique ont conquis une place d'honneur dans le palmarès des promotions sorties de l'ENSOA. C'est ainsi qu'il a rappelé leur sacerdoce. Il s'agit d'avoir, d'après Cyriaque Kanga, de hautes qualités sur le plan spirituel et de l'éthique ; d'avoir des vertus morales, une bonne condition physique, être compétent et meneur

d'hommes. Ils devront également ne pas cultiver l'omerta, avoir de la valeur, ne pas être plaintif ; savoir contrôler leurs hommes ; être toujours prêt à rendre compte et ne pas s'arrêter devant les difficultés ; être en mesure de faire usage du guide de raisonnement tactique pour réussir ; etc.

Le commandant de cette école s'est, par ailleurs, félicité du soutien conséquent du haut commandement visant à concourir à la vision d'une montée en puissance de l'ENSOA. Il n'a pas caché la volonté de l'établissement de jouer pleinement son rôle régalié de former les sous-officiers des FAC. Notons que cette cérémonie a été marquée par la remise du fanion de l'école aux jeunes de la 14^e promotion par les anciens ; port d'insignes de garde aux promus ainsi que la remise des diplômes.

Parfait Wilfried Douniama

RECHERCHE MINIÈRE

Le Congo doté de détecteur de sources radioactives

Le ministre de la Recherche scientifique et de l'innovation technologique, Martin Parfait Aimé Coussoud-Mavoungou, a remis, le 12 octobre à Brazzaville, à son collègue en charge des Mines et de la géologie, Pierre Oba, des appareils calibrés par l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA).

Les deux équipements serviront, en effet, à détecter les radiations émises par les sources radioactives. Ils permettront également au ministère des Mines (l'autorité chargée de faire l'inspection des sites) de délivrer des autorisations d'exportation, de réexportation et de stockage des sources radioactives. Selon le communiqué de presse du ministère de la Recherche scientifique, ces appareils sont destinés aux agents des mines en vue de rechercher des sources de rayonnement et de faire des investigations au niveau des sociétés utilisant les sources radioactives. Il s'agit aussi de baliser le périmètre de sécurité lors de la réexportation ainsi que de faire l'inventaire et la visite physique des sources.

« Notre tâche était de vous remettre officiellement ces deux appareils suite à la demande que vous avez formulée et cela, au regard du grand travail qui devra être fait puisque

nous avons, entre autres, les deux sources radioactives et beaucoup d'autres sources qui devront être faites. Nous ne pourrions que remercier, par ce geste, l'agence et vous-même de la demande que vous avez faite », s'est exprimé le ministre Coussoud-Mavoungou lors de cette remise officielle.

En effet, le ministre de la Recherche scientifique et de l'innovation technologique a récemment représenté la République du Congo à la 62e Conférence générale de l'AIEA. A cette occasion, il avait réceptionné ces équipements pour le compte du ministère des Mines. Il a, en outre, annoncé la réception, en novembre, d'un troisième appareil plus recalibré. Ce sera lors d'une mission de l'agence.

Cette dotation fait suite à la sollicitation du ministre des Mines et de la géologie lors de la première mission de l'administrateur des programmes de coopération technique du Congo auprès de



Le ministre Coussoud-Mavoungou remettant les appareils à son collègue, Pierre Oba/Adiac

l'AIEA. Ainsi, recevant ces appareils, Pierre Oba a renouvelé sa reconnaissance à l'AIEA pour la sollicitation, l'attention et l'apport important au bénéfice de la République du Congo. « Cette cérémonie, aussi modeste soit elle, a un sens profond parce qu'il s'agit des questions scientifiques très importantes. Je me rappelle les séances de travail que nous avons eues avec le département de l'énergie

atomique qui ont abouti à la mise à notre disposition de ces équipements parce qu'il fallait s'attaquer aux sources radioactives, surtout au CHU de Brazzaville où la situation devenait très inquiétante... », a-t-il reconnu, invitant les experts de son ministère à continuer d'en faire bon usage et remerciant son collègue Coussoud-Mavoungou pour avoir transporté ce

colis combien précieux. Rappelons que la radioactivité est un phénomène physique au cours duquel un atome se transforme spontanément pour donner un autre atome stable ou non stable avec émission de rayonnement des différentes matières pouvant interagir avec les tissus et les cellules humaines et causer le cancer, par exemple.

Parfait Wilfried Douniama

SOLIDARITÉ

Des uniformes scolaires remises aux élèves de Talangai

Le chef du quartier 606, Igor Guenolet Ongagna, a offert le 12 octobre, des tenues scolaires à six cents élèves du cycle primaire vivant dans cette partie du sixième arrondissement de Brazzaville.

Composé essentiellement des uniformes scolaires, le don qui n'est pas le premier du genre pour le jeune chef de quartier est destiné aux élèves des écoles publiques et privées, surtout des filles. Pour la réussite de cette opération qui s'est déroulée dans l'enceinte de l'église Armée du Salut de Talangai, Igor Guenolet Ongagna a mobilisé les chefs de zone et de bloc ain-

si que les parents d'élèves. « Cette année, nous voyons le gouvernement se déployer dans tous les départements pour aider nos élèves à ré-

partir pour l'école. Étant donné que je suis le relais des pouvoirs publics dans le quartier, j'ai pu avoir, grâce à nos partenaires, au moins des tenues pour les élèves de ce quartier. Notre tutelle, l'administrateur-maire du 6^e arrondissement, Privat

Frédéric Ndeké, nous a toujours demandé de faire un plus pour notre population », a rappelé le donateur, précisant que la distribution n'était pas facile au regard du nombre impressionnant d'enfants.

Selon lui, l'objectif principal est d'amener les élèves à bannir

les mauvais comportements, notamment les antivaleurs tant décriées dans le quartier et aider certains parents ayant éprouvé des difficultés en cette période de crise économique. « J'ai pensé à vous pour cette rentrée scolaire. Soyez intelligents à l'école, je ne viens qu'en appui. Si demain j'apprends que vous avez fait de bons résultats au premier trimestre, cela m'incitera à en faire plus. Parmi vous, il y aura des futurs ministres, maires et même chefs de quartier. Donc, il faut aller à l'école », a-t-il invité.

Notons qu'Igor Guenolet Ongagna n'est pas à son premier geste. Le chef du quartier 606 avait distribué des jouets aux enfants pendant la fête de Noël. Dans le but d'inciter les pouvoirs publics à penser à la rivière Tsiémé pour le bien des riverains, il avait organisé une opération de curage. Désormais, il compte réhabiliter la passerelle de la rue Mfouati afin, dit-il, de relier les quartiers 606 et 603.

P.W.D.



Des élèves dans l'attente de la distribution des tenues/Adiac

«...Si demain j'apprends que vous avez fait de bons résultats au premier trimestre, cela m'incitera à en faire plus. Parmi vous, il y aura des futurs ministres, maires et même chefs de quartier. Donc, il faut aller à l'école »,

ENSEIGNEMENT EN LIGNE

Brazzaville-Mba offre de nouvelles opportunités dans des filières modernes

Les responsables de la structure de formation à distance ont affirmé, récemment à Brazzaville, leur volonté d'apporter des formations adaptées aux besoins des entreprises mais aussi des citoyens congolais.

Brazzaville-Mba est une marque du groupe Afrikan campus et offre plusieurs formations à distance. Composé d'un panel d'experts et enseignants d'horizons divers, le projet est organisé conjointement entre le centre de formation de Brazzaville et des universités partenaires en Europe ainsi qu' en Amérique du Nord.

Selon la présidente du groupe Afrikan campus, Maryse Jamain, « Brazzaville-mba se veut être l'incarnation de l'excellence dans la création et la gestion d'entreprise, à travers l'adoption des meilleurs standards

et s'adresse aux cadres et salariés ayant au minimum deux ans d'expérience professionnelle, une licence, quelle que soit la filière, et désirant compléter leurs compétences managériales dans un environnement complexe, dynamique et mondialisé.

« Nos formations sont orientées sur les enjeux africains en termes de leadership et de développement personnel, d'entrepreneuriat, de parcours professionnels, d'employabilité et de renforcement des compétences », a précisé Maryse Jamain.



Les membres du gouvernement et l'équipe de Brazzaville-Mba à la cérémonie de présentation de l'initiative (Adiac)

« Investir dans le numérique est un impératif pour le gouvernement de la République du Congo »,

internationaux aussi bien dans l'approche pédagogique que managériale ».

Créée il y a deux ans, l'institu-

La cérémonie s'était déroulée en présence de deux membres du gouvernement, Léon Juste Ibombo et Bruno Jean Richard Itoua,

respectivement ministre des Postes, télécommunications et de l'économie numérique et ministre de l'Enseignement supérieur. Les deux ministres ont, en effet, encouragé l'initiative et invité les Congolais à se lancer dans les formations en ligne du fait de leur

avantage, particulièrement dans le gain de temps et font partie des grandes mutations du XXI^e siècle. « Investir dans le numérique est un impératif pour le gouvernement de la République du Congo », a indiqué Léon Juste Ibombo dans son mot de circons-

tance. Selon Bruno Jean Richard Itoua, la formation à distance permet aux entreprises d'améliorer leur production, aux citoyens de mieux travailler, à la société de contribuer au développement et aux jeunes de mieux apprendre.

Quentin Loubou

GAMBIE

Démarrage de l'inventaire des violations des droits de l'Homme sous Yahya Jammeh

Plus de vingt mois après le départ en exil de l'ex-président, le pays a lancé, le 15 octobre, une commission pour faire la lumière sur les violations des droits de l'Homme commises sous son régime.

Les onze membres de la Commission « Vérité, réconciliation et réparations » (TRRC), instituée par une loi en décembre 2017, ont prêté serment lors d'une cérémonie en présence du président Adama Barrow et du ministre de la Justice, Abubacarr Tambadou.

La TRRC dispose de pouvoirs d'enquête et pourra, au terme de ses travaux dans deux ans, recommander des poursuites ou des réparations. Les audiences publiques de la Commission doivent commencer dans les prochaines semaines. Lors de la cérémonie, Adama Barrow a formé le vœu que « plus jamais ce beau pays ne connaisse la tyrannie d'une minorité sur la majorité ».

Présidée par un ancien diplomate auprès des Nations unies, Lamin Sise, la Commission comprend quatre femmes, dont la vice-présidente, Adelaide Sosseh, et représente l'ensemble des communautés ethniques et religieuses du pays.

Le juriste américain, Reed

Brody, qui a travaillé avec les victimes du régime de l'ex-président tchadien (1982-1990) Hissène Habré, a dit espérer que « la TRRC soit le premier pas pour que Yahya Jammeh et ses sbires rendent compte de leurs actes ».

« Les Gambiens torturés ou violés en prison, abattus pour avoir manifesté pacifiquement, forcés à subir les prétendus traitements du

étroite façade côtière prisee des touristes, paraît encore chimérique.

Parvenu au pouvoir par un putsch sans effusion de sang en 1994, Yahya Jammeh s'était fait largement élire et réélire sans interruption jusqu'à sa défaite en décembre 2016 face à Adama Barrow, candidat de l'opposition.

Après six semaines d'une crise à rebondissements pro-

« plus jamais ce beau pays ne connaisse la tyrannie d'une minorité sur la majorité ».

sida de Jammeh, dont les parents ont été tués ou visés par de littérales chasses aux sorcières, tous ceux-là pourront s'exprimer », a-t-il dit. Mais un éventuel jugement de l'ancien militaire qui a régné sans partage pendant vingt-deux ans sur ce petit pays anglophone d'Afrique de l'ouest, enclavé dans le Sénégal, à l'exception d'une

voquée par son refus de céder le pouvoir, il a finalement quitté le pays le 21 janvier 2017 pour la Guinée équatoriale, à la suite d'une intervention militaire de la Communauté économique des Etats de l'Afrique de l'ouest (Cédéao) et d'une ultime médiation guinéo-mauritanienne.

Opposants et journalistes traqués

Les défenseurs des droits de l'Homme avaient accusé le régime Yahya Jammeh d'actes systématiques de torture contre des opposants et des journalistes, d'exécutions extra-judiciaires, détentions arbitraires et disparitions forcées. Ancien correspondant de la «BBC» à Banjul, Lamin Cham a raconté à la presse comment il avait été arrêté en juin 2006 et torturé par des gardes du corps du président gambien au siège de la défunte Agence nationale de renseignement, considérée comme l'instrument de répression du régime.

D'autres ont connu un sort encore moins enviable, comme le journaliste Deyda Hydar, cofondateur du journal privé «The Point» et correspondant de l'Agence France Presse», assassiné par balles en décembre 2004, ou l'opposant Solo Sandeng, mort en détention en avril 2016.

Il y a un an, des ONG et des associations de victimes, dont la fille de Solo Sandeng et le fils de Deyda Hydar, ont lancé la campagne in-

ternationale « Jammeh2Justice », pour traduire en justice l'ex-président, tout en prévenant que ce serait une entreprise de longue haleine. Interrogé en janvier sur une éventuelle demande d'extradition de Yahya Jammeh, Adama Barrow a indiqué qu'il attendrait la fin des travaux de la TRRC.

La sécurité du pays est toujours assurée par la force de la Cédéao, dont le mandat a été prolongé à plusieurs reprises. Une responsable d'Amnesty international pour l'Afrique de l'ouest, Marta Colomer, a salué l'installation de la TRRC mais souligné la nécessité de « gérer les attentes des victimes », par rapport aux compétences de la Commission. De plus, « collecter et compiler toutes les informations et les preuves des violations des droits de l'Homme sera un défi ».

Le procès d'anciens agents de la NIA, officiellement ouvert en mars 2017 mais régulièrement ajourné et parfois troublé par des rixes entre proches des accusés et des victimes, pourrait également augurer des difficultés qui attendent la Commission.

Nestor N'Gampoula et l'AFP

LUTTE CONTRE LA PAUVRETÉ

La Banque mondiale exhorte les Etats à investir plus dans leur population

Pour attirer l'attention des gouvernants et mesurer les pertes de productivité économique subies par les pays qui sous-investissent au profit de leurs habitants, l'institution financière a publié, le week-end dernier, le nouvel indice du capital humain.

L'expertise de la Banque mondiale (BM) souligne que si les Etats agissent et créent des conditions maintenant pour permettre à leur population de bien vivre, les enfants nés aujourd'hui pourraient être en meilleure santé, plus riches et plus productifs à l'âge adulte.

En effet, ces travaux de recherche qui viennent d'être rendus publics fournissent aux responsables publics et aux Etats une preuve incontestable des effets bénéfiques durables que peut apporter une amélioration de la santé et de l'éducation des enfants sur le revenu de la population

«Les investissements dans la santé et l'éducation n'ont pas reçu l'attention qu'ils méritent. Parce que cet indice du capital humain établit un lien direct entre l'amélioration de la santé et l'éducation des populations, la productivité et la croissance économique.»

et des pays.

La BM estime, à travers ce nouvel indice du capital humain, que 56 % des enfants nés aujourd'hui dans le monde seront privés de plus de la moitié de leurs revenus potentiels à l'âge adulte. D'autant plus que les États n'investissent pas davantage

pour produire une population éduquée, résiliente et bien portante, prête pour le monde du travail de demain. Car le capital humain qui inclut l'ensemble des connaissances, des compétences et des conditions de santé que les personnes acquièrent au cours de leur vie est un des facteurs essentiels à l'origine de la croissance économique soutenue et de la réduction de la pauvreté observées dans beaucoup de pays au cours du XX^e siècle.

« Le capital humain est souvent le seul capital des personnes les plus pauvres. C'est un des facteurs essentiels d'une croissance économique durable et inclusive », a signifié le président de la BM, Jim Yong Kim, ajoutant que « les investissements dans la santé et l'éducation n'ont pas reçu l'attention qu'ils méritent. Parce que cet indice du capital humain établit un lien direct entre l'amélioration de la santé et l'éducation des populations, la productivité et la croissance économique ».

« J'espère que cette expertise rendue publique encouragera les pays à prendre des mesures urgentes et à investir plus et mieux dans leur population. Parce que la barre devient plus haute pour tous. Ainsi, tous les pays, peu importe leurs niveaux de revenus, doivent développer leur capital humain pour pouvoir soutenir la concurrence dans l'économie du futur », a-t-il conclu.

Rock Ngassakys

LUTTE CONTRE LA FAIM

La FAO appelle l'humanité à prêter attention à la hausse des statistiques

A l'occasion de la célébration, le 16 octobre de la Journée mondiale de l'alimentation, l'agence onusienne plaide pour l'éradication de la faim d'ici à 2030 et exhorte les gouvernants du monde à mettre sur pied des stratégies efficaces, afin d'atteindre l'Objectif de développement durable (ODD) 2.



La journée qui connaîtra la participation active de nombreux acteurs de la société civile, de la recherche et du secteur privé a pour thème « Agir pour l'avenir. La faim zéro en 2030, c'est possible ». Pour les organisateurs, elle est une occasion propice afin que tout acteur tire la sonnette d'alarme suite à la hausse des statistiques sur la faim dans le monde, pour que soit relancé le processus d'atteinte de l'ODD

« L'édition 2018 mettra également l'accent sur le rôle central de la stabilité, de la paix durable et d'une meilleure nutrition pour l'atteinte de cet objectif »

2.

« L'édition 2018 mettra également l'accent sur le rôle central de la stabilité, de la paix durable et d'une meilleure nutrition pour l'atteinte de cet objectif », a précisé le chargé de programme à la Fao,

Cheikh Gueye, avant d'indiquer que la faim zéro signifie agir ensemble pour garantir que partout sur la planète, tout le monde a accès à une alimentation sûre, saine et nutritive.

Par ailleurs, pour Cheikh Gueye, l'humanité doit adopter un mode de vie plus durable, travailler main dans la main, partager le savoir-faire et être prête à changer le monde pour y arriver. Car l'humanité est exposée à plusieurs maux liés à la malnutrition, à savoir le surpoids et l'obésité. Cependant, justifiant pour sa part la nécessité de cette journée, le responsable de la direction de l'agriculture, Ababacar Diouf, a signifié que la célébration de cette 38^e édition est un prétexte et une occasion pour tous sachants de réfléchir sur la situation alimentaire et nutritionnelle de l'ensemble des pays, ainsi que de faire le point sur les différents projets et programmes ayant un lien avec la sécurité alimentaire et nutritionnelle dans les différents secteurs, notamment l'agriculture, la pêche, l'élevage, la foresterie et l'hydraulique, afin de formuler des recommandations pouvant concourir à l'atteinte de l'objectif 2 lié à l'éradication totale de la faim dans le monde.

Rock Ngassakys

BRÈVES

AFRIQUE DU SUD

Le président sud-africain, Cyril Ramaphosa, a symboliquement rendu dimanche ses terres à une population noire qui en avait été dépossédée sous l'apartheid et promis d'accélérer ce type de transfert dans le cadre de sa future réforme agraire. La communauté Kwa Mkwazi a été privée, en plusieurs étapes, de quatre mille cinq cent quatre-vingt-six hectares de ses terres. Cette restitution est la première d'une série de demandes de récupération de terres. Il y a quelques mois, une réforme pour rééquilibrer la structure de la propriété foncière en Afrique du Sud, toujours largement aux mains de la minorité blanche un quart de siècle après la chute de l'apartheid, a été engagée. Cyril Ramaphosa envisage, dans ce cadre, de modifier la Constitution pour autoriser des expropriations sans indemnisation.

LIBERIA

Une ONG américaine respectée, opérant dans le pays, a présenté ses excuses pour les viols incessants de jeunes filles dans une école qu'elle dirigeait, où celles-ci étaient censées échapper à une vie d'exploitation sexuelle. Des filles étaient abusées par le cofondateur de l'ONG, Macintosh Johnson, au sein de cette école implantée dans un bidonville de la capitale, Monrovia. Ce dernier est mort du sida en 2016 et il est à craindre qu'il ait infecté ses victimes, parfois âgées de 10 ans seulement. Dénoncé par des filles, Johnson avait été arrêté. Son procès en 2015 fut suspendu en raison de suspicions de pots-de-vin. Il devait être rejugé lorsqu'il est mort. L'école, ouverte en 2013, fut la première des dix-huit de «More Than Me» dans cet Etat pauvre d'Afrique de l'ouest.

ETHIOPIE/SOMALIE

Une compagnie aérienne éthiopienne a lancé, le 13 octobre, le premier vol commercial entre Addis-Abeba et Mogadiscio en quarante et un ans, nouveau signe du réchauffement des relations des deux voisins de la Corne de Afrique. Un appareil de la compagnie privée éthiopienne National Airways, qui effectuera quatre vols par semaine, a atterri à l'aéroport Aden Adde de Mogadiscio. Ethiopian Airlines a lancé, en juillet, les premières liaisons aériennes entre Addis-Abeba et l'Érythrée depuis deux décennies, après la réconciliation intervenue entre les deux voisins qui se sont affrontés dans un sanglant conflit frontalier qui a fait quelque quatre-vingt mille morts entre 1998 et 2000.

CÔTE D'IVOIRE

La tension est montée dimanche à Abidjan où les résultats de l'élection municipale au Plateau -commune la plus riche d'Abidjan- n'ont toujours pas été annoncés officiellement mais font l'objet de contestation. La Commission électorale indépendante (CEI) a, en revanche, annoncé une série de résultats dans les grandes villes. A Bouaké, deuxième cité du pays, le maire Nicolas Djibo a été reconduit, sous la bannière du parti au pouvoir, le RHDP. A Yamoussoukro, la capitale politique, le maire Kouacou Gnrangbe Kouadio Jean (PDCI) a été réélu. A San Pedro, deuxième port ivoirien, le secrétaire d'Etat chargé des PME, Félix Anoble, a été déclaré vainqueur par la CEI. Ancien du PDCI, il a rejoint le RHDP. A Cocody, une des communes d'Abidjan, c'est le candidat PDCI, Jean-Marc Yassé, qui l'a emporté. Enfin à Korhogo, la grande ville du nord ivoirien, le RHDP Lazani Coulibaly a largement gagné.

JUSTICE

François Compaoré, frère cadet de l'ex-président burkinabè déchu, a déposé plainte à Paris pour contester de nouveau la procédure d'extradition qui le vise dans l'enquête sur l'assassinat d'un journaliste au Burkina Faso en 1998, indiquent ses avocats. La justice française doit se prononcer, le 5 décembre, sur la demande des autorités du pays qui veulent entendre François Compaoré sur l'assassinat de Norbert Zongo, tué alors qu'il enquêtait sur son entourage. Le parquet général s'y est déclaré favorable. Dans sa plainte pour « faux et usage de faux criminel », le frère de Blaise Compaoré, chassé du pouvoir en 2014, estime que le doyen des juges d'instruction de Ouagadougou a rajouté des éléments à charge dans le dossier d'extradition transmis aux autorités françaises.

SIERRA LEONE

Le pays vient de rejeter un prêt de trois cent dix-huit millions de dollars, obtenu par une compagnie chinoise pour la construction d'un nouvel aéroport, à 60 Km de la capitale Freetown. La Sierra Leone estime que construire une deuxième infrastructure, alors que la première est sous-exploitée, est économiquement non rentable. Une première en Afrique, ce pays annule un investissement avec la Chine. L'aéroport de Mamamah aurait coûté quatre cents millions de dollars à la population, à travers un prêt chinois. La Chine devait, à la fois, construire, gérer et entretenir l'infrastructure. Selon CNN, durant la présidence d'Ernest Bai Koroma, de 2007 à 2018, la Sierra Leone a contracté deux cent vingt-quatre millions de dollars d'emprunts auprès de la Chine, dont cent soixante et un millions pour la seule année 2016. L'enveloppe que le continent doit à l'Empire du milieu pèse environ cent trente milliards de dollars.

Josiane Mambou Loukoula et AFP

AVIS DE RECRUTEMENT

Une institution financière de la place recherche un (1) Analyste de crédit à Brazzaville.

PROFIL RECHERCHE :

-Avoir un Bac + 4 ou 5 (école de commerce, université ou autre étude supérieur) en contrôle des risques bancaires, gestion globale des risques et sécurité financière

- Avoir un diplôme professionnel de l'Institut Technique de Banque ;
- Avoir au moins 3 ans d'expérience professionnelle dans le métier, exception faite pour les jeunes détenteurs d'un Master2 (BAC+5) avec mention Bien ;
- Avoir une expérience opérationnelle demandée dans la banque
- Avoir des connaissances des techniques d'analyse mathématique, des états financiers, de la comptabilité bancaire, des outils statistiques ;
- Avoir une expertise en matière de risque de contrepartie, de crédit, de marché, opérationnel ;
- Avoir des connaissances de la réglementation bancaire (LCB-FT, Bâle II et III, COSO,...) ;
- Avoir une capacité à utiliser des modèles mathématiques ;
- Avoir des connaissances des métiers / produits / services bancaires ;
- Avoir la maîtrise du calcul des indicateurs de risque de taux et de liquidité ;
- Avoir une vision transversale métier ;

-Savoir Identifier les risques et les évaluer: risques de crédit, de marché, opérationnels etc ;

-Savoir mesurer les risques notamment par la mise en place d'outils d'évaluation, la réalisation d'études afin de déterminer les réalisations risques / rentabilité ;

-Savoir analyser et apporter les modifications aux procédures existantes et/ou en proposer de ;

-Connaitre les nouvelles procédures afin de protéger la banque des risques ;

-Savoir Mettre en place un dispositif d'alertes et une procédure de gestion des incidents ;

- Pouvoir Apporter son expertise sur les dossiers complexes ;
- Savoir réaliser des reporting afin de garantir le suivi des opérations bancaires ;
- Savoir mettre en œuvre le plan de continuité en cas d'incidents ;
- Savoir déterminer et suivre les plans d'action ;

- Avoir la maîtrise Excel / Word / Power Point / Access VBA ;
- Avoir la maîtrise du Logiciels d'analyse financière ex: ANADEFI ;
- Avoir la maîtrise du Logiciels SAS, Business Objects ;
- Avoir la maîtrise des Systèmes d'information de gestion des risques (SIGR) ;

- Etre Réactive ;
- Etre rigoureux ;
- Avoir une capacité de structuration et de restitution de l'information et d'analyse (esprit de synthèse) ;
- Avoir des Qualités de pédagogie ;
- Avoir la capacité à travailler en équipe ;
- Avoir le goût des chiffres ;
- Avoir de bonnes Qualités relationnelles ;

COMPOSITION DES DOSSIERS DE CANDIDATURE :

- Cv avec photo et lettre de motivation
- Références des deux précédents employeurs

Les dossiers de candidatures devront être envoyés à l'adresse suivante au plus tard 24 Octobre 2018 en précisant le poste à pourvoir dans l'objet: recrutement.talent@yahoo.com.

NB : seuls les candidats (es) résidents à Brazzaville seront présélectionné (es) et convoqués pour les entretiens. Les dossiers de candidatures ne seront pas retournés.

AVIS DE RECRUTEMENT

Une institution financière de la place recherche un informaticien expérimenté.

PROFIL RECHERCHE :

- Avoir un Bac + 4 ou 5 en informatique
- Avoir un diplôme professionnel d'un Institut en informatique ou d'une école d'ingénieurs ;
- Avoir au moins 3 ans d'expérience professionnelle dans le métier ;
- Avoir des connaissances sur les systèmes de moyens de paiements ;
- Avoir une expertise en matière de gestion de base de données ;
- Bonne maîtrise des instructions SQL ;
- Avoir des connaissances sur Windows server (version 2008, 2012, ...)
- Avoir des connaissances de la réglementation bancaire (sur le plan de continuité des activités, ... ;
- Avoir une capacité à travailler sur Amplitude ;
- Avoir des connaissances des métiers / produits / services bancaires ;
- Avoir une vision transversale métier ;
- Savoir Identifier les risques informatiques et les évaluer ;
- Savoir rédiger les procédures ;
- Etre Réactive ;
- Etre rigoureux ;
- Avoir une capacité de structuration et de restitution de l'information et d'analyse (esprit de synthèse) ;
- Avoir des Qualités de pédagogie ;
- Avoir la capacité à travailler en équipe ;
- Avoir le goût des chiffres ;
- Avoir de bonnes Qualités relationnelles ;
- Bonne maîtrise de l'Anglais et du Mandarin.

COMPOSITION DES DOSSIERS DE CANDIDATURE :

- Cv avec photo et lettre de motivation
- Attestation de l'employeur
- Casier judiciaire
- Certificat de Nationalité

Les dossiers de candidatures devront être envoyés à l'adresse suivante au plus tard 24 Octobre 2018 en précisant le poste à pourvoir dans l'objet: recrutement.talent@yahoo.com.

NB : seuls les candidats (es) résidents à Brazzaville seront présélectionné (es) et convoqués pour les entretiens. Les dossiers de candidatures ne seront pas retournés.

AVIS DE RECRUTEMENT

Une institution financière de la place recherche un (1) juriste à Brazzaville.

PROFIL RECHERCHE :

- Avoir un Bac + 4 ou 5 (école de commerce ou université) en droit des affaires, droit privé, droit bancaire, etc. Des notions de fiscalité et des études en droit OHADA seraient un plus.
- Avoir au moins 2 ans d'expérience professionnelle dans le métier, exception faite pour les jeunes détenteurs d'un Master2 (BAC+5) avec mention Bien ;
- Avoir des connaissances de la réglementation bancaire (LCB-FT, Bâle II et III, COSO,...) ;
- Avoir des connaissances des métiers / produits / services bancaires ;
- Avoir une vision transversale métier ;
- Avoir une expertise en veille juridique et fiscale ;
- Etre au fait de toutes les réformes du droit OHADA ;
- Savoir traiter des dossiers de saisies, successions ;
- Savoir analyser un dossier de crédit ;
- Savoir émettre un avis juridique ;
- Avoir la maîtrise Excel / Word / Power Point / AMPLITUDE
- Etre Réactif ;
- Etre rigoureux ;
- Avoir une bonne orthographe ;
- Avoir une capacité d'organisation, de structuration et de restitution de l'information et d'analyse (esprit de synthèse) ;
- Avoir la capacité à travailler en équipe ;
- Avoir le goût de l'excellence ;
- Avoir de bonnes Qualités relationnelles ;

COMPOSITION DES DOSSIERS DE CANDIDATURE :

- Cv avec photo et lettre de motivation
- Références des deux précédents employeurs

Les dossiers de candidatures devront être envoyés à l'adresse suivante au plus tard 24 Octobre 2018 en précisant le poste à pourvoir dans l'objet: recrutement.talent@yahoo.com.

NB : seuls les candidats (es) résidents à Brazzaville seront présélectionné (es) et convoqués pour les entretiens. Les dossiers de candidatures ne seront pas retournés.

PARUTION

Giscard Kevin Dessinga publie «Penser l'humain aujourd'hui - Ce siècle sera-t-il, enfin, le siècle de l'homme ?»

Édité ce mois d'octobre par L'Harmattan-Paris, le livre écrit avec des mots simples, de chaque jour, a été préfacé par Charles Zacharie Bowao, et postfacé par Emile Michel Mankessi. Il s'inscrit dans la collection ouverture philosophique.

L'ouvrage du Dr Giscard Kevin Dessinga veut proposer à l'homme d'aujourd'hui les chemins de la liberté, mieux les principes d'une vie normale. Il s'agit du rêve d'une vie différente de l'actuelle. Une espèce, en fin de compte, de « Principe humanité » aujourd'hui et pour aujourd'hui.

Comment être pleinement homme et humain à une époque où le relativisme, la précarité, la rupture et la déconstruction sont devenus des catégories interprétatives et explicatives de la vie, de l'histoire, de la culture et surtout de l'actuelle condition humaine ? Cet essai comporte trois moments essentiels : d'abord, une brève synthèse du processus de démolition de la tradition et de la religion par « les maîtres du soupçon » et les propositions d'auto-libération de l'homme par l'homme. Puis une exposition laconique de l'esprit postmoderne entendu comme nouvelle éthique mondiale, enfin une tentative de reconstruction et de reconstitution de l'humain aujourd'hui...

Ce livre fixe un regard perçant sur l'actualité. Alors que le monde n'est encore qu'au début du troisième millénaire, déjà, ce que révèlent la chronique et l'expérience quotidienne, à la fois sur le plan politique (crise de la démocratie arithmétique et des relations entre les peuples, incapacité pratique de l'organisation des Nations unies,

au-delà des discours, à assumer la tâche qui devrait être la sienne : pallier les limites et insuffisances de la Société des nations, paix perpétuelle, coexistence pacifique entre les hommes et les peuples...), économique (crise économique sans précédent, chômage endémique des jeunes, extinction de la classe moyenne, injustices de tous genres, concentration des richesses entre quelques mains et quelques familles, crise économique de la zone CFA), ... laisse peu de place à l'optimisme, décrit l'auteur. Cela va sans dire.

Le Dr Giscard Kevin Dessinga se pose autant des questions. Pourquoi la question de l'humanité de l'homme préoccupe, intéresse et interroge-t-elle tant et autant la raison, la culture et l'histoire ? Est-ce, tout simplement, parce que « l'homme est devenu problématique » dans un « monde cassé », selon l'heureuse formule de Gabriel Marcel ? Comment être pleinement homme et humain à une époque où le relativisme, la précarité, la rupture et la déconstruction sont devenus des catégories interprétatives et explicatives de la vie, de l'histoire, de la culture et surtout de l'actuelle condition humaine ?

Pour le prêtre-philosophe, le défi, certainement le plus important de ces trois derniers siècles de l'histoire de l'humanité, a été relevé, avec ou sans succès, par plusieurs



courants de pensée qui ont annoncé l'auto-libération de l'homme contemporain : l'humanisme scientifique, l'humanisme nietzschéen, l'humanisme marxiste et l'humanisme psychanalytique. L'idée de fond qui les soutient et le trait rouge qui les traverse sont la conviction selon laquelle l'humanité est une conquête, mieux une auto-conquête. Par voie de conséquence, la libération est autoproduction.

Le scientisme entend lutter contre le chaos cosmique et proposer à l'homme une sécurité dont seule la science a le secret. Le projet nietzschéen invite l'homme à être fidèle à la terre, à rompre avec les vieilles valeurs de la canaille, à s'auto-crée. Le projet marxiste annonce la victoire finale de la classe prolétarienne contre le chaos historique et socio-économique de la division du travail, de l'aliénation. En fait, l'auteur est et reste

convaincu que n'importe quel projet politique, économique, social et même culturel est faux et sans avenir s'il ne place l'homme, chaque homme, tout homme et tout l'homme au centre. C'est à ce prix et à ce prix seulement que l'on peut éviter l'hémorragie de l'humain dans l'homme. Ainsi, les choses seront de nouveau des instruments et non des idoles. Devenir humain paraît, dans cette optique, une espèce de réappropriation de soi, une espèce d'affranchissement. Et, pour y arriver, il faut d'abord le penser et définir les contours essentiels d'une humanité apaisée et réconciliée. Du coup, penser l'humain précède l'être humain et surtout le devenir humain.

Qui est Giscard Kevin Dessinga ? Giscard Kevin Dessinga est franciscain et président de la Fondation Notre-Dame d'Afrique. Il est docteur en philosophie et ensei-

gnant-chercheur à l'Université Marien-Ngouabi ainsi qu'au Grand séminaire interdiocésain de Brazzaville. Romancier-essayiste, il est originaire du Congo-Brazzaville et s'abreuve à trois sources : ses formations littéraires, théologiques et philosophiques. Giscard Kevin Dessinga est auteur et coauteur d'une quinzaine d'ouvrages dont les plus récents sont : «Eloge de la dissidence» (L'Harmattan, 2018) ; «J'enseigne, mais comprennent-ils ?» (Mon Petit Editeur, 2018) ; «La responsabilité du temps perdu» (Mon Petit Editeur, 2018) ; «Karl Popper ou le rationalisme pluraliste» (Mon Petit Editeur, 2017) ; «Nouvelles perspectives de la démocratie en Afrique» (Mon Petit Editeur, 2017).

«Penser l'humain aujourd'hui - Ce siècle sera-t-il, enfin, le siècle de l'homme ?», est vendu à treize euros, soit environ 8 500 FCFA.

Bruno Okokana

DÉVELOPPEMENT

Le Royaume-Uni veut être le premier investisseur du G7 en Afrique d'ici à 2022

Le pays va sortir définitivement de l'Union européenne en mars 2019 et entend concentrer ses investissements privés dans les pays en développement.

Le secrétaire d'Etat au Développement international du Royaume-Uni, Penny Mordaunt, a confirmé que son pays va augmenter ses investissements privés dans les pays en développement. C'était lors d'un discours sur la politique de développement. Penny Mordaunt pense que les investissements du secteur privé sont le seul moyen d'atteindre les objectifs de développement durable, au nombre de dix-sept, parmi lesquels la santé, l'éducation, l'environnement dont le coût annuel est évalué deux mille milliards d'euros. Des initiatives privées seront mises en place après le Brexit. Elles visent à « tirer parti des fantastiques opportunités en Asie et en Afrique », précise Penny Mordaunt.

« Tirer parti des fantastiques opportunités en Asie et en Afrique »

économiques.

La priorité des investissements privés britanniques ira aux pays membres du Commonwealth. D'ailleurs, la Commonwealth Development Corporation a vu son budget passer de deux milliards à sept milliards d'euros. A ce titre, la Première ministre Theresa May va organiser, en 2019, un sommet sur l'investissement en Afrique. Lors de sa récente tournée africaine, elle avait indiqué que son pays deviendrait le premier investisseur du G7 en Afrique d'ici à 2022.

Noël Ndong

G5 SAHEL

Les officiers du collège de défense débutent leur formation

Trente-sept élèves venus des cinq Etats membres de la force conjointe (Mali, Mauritanie, Tchad, Niger, Burkina Faso) vont suivre, à partir de ce 15 octobre, une formation opérationnelle et académique de neuf mois à Nouakchott, en Mauritanie, a-t-on appris de sources concordantes.

Les officiers concernés par la formation ont tous quinze à vingt ans d'expérience dans les forces armées de leur pays. Ils se forment notamment au haut commandement militaire et à l'encadrement afin de permettre au G5 de disposer de cadres à même d'organiser des opérations, gérer la logistique et conduire des missions de combat dans le respect du droit des conflits armés.

A terme, les élèves de cette école de guerre, dirigée par le général de brigade mauritanien Brahim Vall, devraient permettre de renforcer la coopération et l'efficacité des armées de la région. Quant au budget annuel destiné au fonctionnement de l'établissement, il serait de huit cent mille euros.

Pour ce qui est de la force proprement dite du G5, elle tardait à se déployer après un attentat contre son quartier général et en raison de problèmes de financement. Les quatre cent quarante millions d'euros promis lors d'une

conférence internationale des donateurs, le 23 février dernier, tardent à se matérialiser. Cette situation a conduit le président malien à plaider pour le placement de cette force sous un mandat de l'ONU, « assorti d'un financement adéquat, pérenne et prévisible ». Cependant, les Etats-Unis, premiers contributeurs de l'organisation, sont opposés à cette proposition.

« Maintenant, le défi est de transformer ces promesses de dons en financements qui permettent de commander des équipements », a confié la ministre française des Armées. « C'est ce qui est enfin en train de se passer mais cela, en effet, a pris un peu de temps », a plaidé récemment la ministre Florence Parly.

Le G5 Sahel est un cadre institutionnel de coordination et de suivi de la coopération régionale en matière de politiques de développement et de sécurité. Lancé en 2014, il doit compter

jusqu'à cinq mille hommes à terme. La force a transféré fin septembre son quartier général de Sévaré (centre du Mali), contre lequel un attentat djihadiste avait fait trois morts et plusieurs blessés dans les rangs de la force conjointe le 29 juin, à Bamako.

Notons que malgré l'accord conclu en 2015 entre le gouvernement malien et l'ex-rébellion à dominante touareg, les violences djihadistes se sont étendues du nord Mali vers le centre et le sud ainsi que vers le Burkina Faso et le Niger voisins, se mêlant souvent à des conflits ethniques. Compte tenu de la persistance des violences dans ce pays, le Conseil de sécurité de l'ONU menace de sanctionner les responsables de groupes armés accusés de contrevenir à l'accord de paix.

Au Mali, les Nations unies financent déjà leur mission dans ce pays (Minsma) qui mobilise quinze mille personnes, dont douze mille militaires. Ces troupes sont régulièrement la cible d'attaques meurtrières des groupes terroristes, tout comme la force française Barkhane et les forces armées maliennes.

Nestor N'Gampoula

FOOTBALL

Coupe d'Afrique des nations 2019

Groupe A**Le Sénégal en tête,****Madagascar dans sa roue**

Les Lions du Sénégal ont facilement disposé du Soudan (3-0) devant son public du Stade Léopold Senghor de Dakar. Les hommes d'Aliou Cissé gardent ainsi la tête du groupe.

En l'emportant à Bata, Madagascar fait un pas de plus vers une première qualification. Ce succès face au Nzalang équato-guinéen (1-0) permet aux Barea de rester au contact du Sénégal avec le même nombre de points.

Les Malgaches, qui recevront la Guinée équatoriale à Antananarivo, n'ont jamais été aussi proches d'une qualification historique.

Sénégal-Soudan : 3-0 (2-0)

Buts : Pape Abdou Cissé (17^e), Idrissa Gueye (18^e) et Mbaye Niang (50^e) pour le Sénégal

Guinée équatoriale-Madagascar : 0-1 (

But : Faneva Andriatsima (19^e) pour Madagascar

Classement

1) Sénégal, 7 pts, 2) Madagascar, 7 pts, 3) Guinée Equatoriale, 3 pts, 4) Soudan, 0 pt

Programme de la 4^e journée

Madagascar-Guinée équatoriale et Soudan-Sénégal

Groupe B**Sans briller, le Maroc bat les Comores**

Les Lions de l'Atlas s'en sont remis à un penalty converti par Fayçal Fajr à la 90^e+6 (alors que l'arbitre avait indiqué 5 minutes de temps additionnel) pour battre les Comores.

Un succès poussif pour le Maroc et injuste pour les Coelacanthés, qui s'en souviendront probablement mardi au moment de recevoir les hommes d'Hervé Renard.

Pays-hôte et leader du groupe, le Cameroun sera en déplacement à Blantyre.

Cameroun-Malawi : 1-0 (0-0)

But : Eric Choupo Moting (63^e) pour le Cameroun

Maroc-Comores: 1-0 (0-0)

But: Fajr (penalty à la 90^e+6) pour le Maroc

Classement

1) Cameroun, 7 pts, 2) Maroc, 6 pts, 3) Malawi, 3 pts, 4) Comores, 1 pt

Programme de la 4^e journée

Comores-Maroc et Malawi-Cameroun mardi 16 octobre

Groupe C**Le Gabon de Cousin en ordre de marche, le Mali reste en tête**

Désormais entraînés par Daniel Cousin, le Gabon n'a pas fait dans la dentelle face au Soudan du Sud (3-0). Dans le même temps, le Mali a concédé le nul 0-0 face au Burundi, manquant l'occasion de faire le break.

Gabon-Soudan du Sud : 3-0 (1-0)

But : Denis Bouanga (28^e), Aaron Appidangoye (59^e) et Martin (89^e contre son camp) pour le Gabon

Mali-Burundi : 0-0

Classement

1) Mali, 7 pts, 2) Burundi, 5 pts, 3) Gabon, 4 pts, 4) Soudan du Sud, 0 pt

Programme de la 4^e journée

Soudan du Sud-Gabon et Burundi-Mali mardi 16 octobre

Groupe D**L'Algérie ne tremble pas, le Togo trébuche à Lomé**

Diminué par le refus de jouer de dernière minute d'Emmanuel Adebayor, le Togo a concédé le nul 1-1 face à la Gambie. L'équipe de Claude Le Roy perd ainsi presque toutes ses chances de se qualifier pour la CAN.

Malgré son revers face aux Fennecs d'Algérie, le Bénin pourrait profiter de cette défaillance togolaise, à moins que la Gambie, en cas de succès mardi contre les Eperviers, ne crée la surprise.

Pour l'Algérie, la qualification sera acquise en cas de succès demain à Cotonou.

Togo-Gambie : 1-1 (0-1)

Buts : Kévin Denkey (82^e) pour le Togo, Assan Ceesay (10^e) pour la Gambie

Algérie-Gambie : 2-0 (1-0)

Buts : Bensebaini (21^e) et Bounedjah (75^e) pour l'Algérie

Classement

1) Algérie, 7 pts, 2) Bénin, 4 pts, 3) Gambie, 2 pts, 4) Togo, 2 pt

Programme de la 4^e journée

Bénin-Algérie et Gambie-Togo mardi 16 octobre

Camille Delourme

ACTUELLEMENT EN VENTE À LA 

200 FCFA



+242 06 700 0900
regie@lesdepechesdebrazzaville.fr
www.lesdepechesdebrazzaville.fr

OFFRE SPÉCIALE PETITES ANNONCES 25 000 FCFA

DANS





Voeux d'anniversaire
Carnet rose
VOEUX DE MARIAGE
ouverture boutique
IMMOBILIER
OFFRE D'EMPLOIS
EVENEMENTIEL
Promotions produits
SERVICES ...

Du 15 au 15
Octobre Novembre

Call +242 06 700 0900

regie@lesdepechesdebrazzaville.fr
www.lesdepechesdebrazzaville.fr

APPEL A CANDIDATURE POUR LE POSTE DE SECRETAIRE PERMANENT ASSOCIATION PROFESSIONNELLE DES ETABLISSEMENTS DE CREDIT - CONGO

L'Association Professionnelle des Etablissements de Crédit du Congo (APEC - CONGO) est une Association à but non lucratif qui a été créée suivant la réglementation bancaire dans la zone CEMAC entre tous les Etablissements de Crédit installés en République du Congo. Dans le cadre du renforcement de sa structure, l'APEC-CONGO lance un appel à candidature pour le recrutement d'un Secrétaire permanent.

Missions et responsabilités :

Le Secrétaire permanent assurera la gestion administrative, comptable et financière de l'APEC. A ce titre, il sera chargé des attributions suivantes:

- Veiller à la mise en place et au respect du dispositif formel réglementaire de l'APEC (Règlement intérieur, Manuel de déontologie, Manuel d'organisation, Manuel de procédures...);
- Préparer le calendrier de session de réunion, assurer leur bon déroulement, et veiller sur leur conformité (émargement, quorum, cooptation...);
- Participer aux réunions du Bureau Exécutif et de l'Assemblée Plénière, rédiger les convocations, les procès-verbaux des sessions et tenir les registres spéciaux;
- Engager les dépenses dans la limite du budget voté et selon les procédures en vigueur;
- Veiller au renforcement, à la visibilité et à la notoriété de l'APEC-CONGO;
- Représenter l'APEC dans ses relations avec les tiers et avec les institutions publiques, privées, nationales et régionales;
- Tenir à jour le fichier des membres, ainsi

que les documents et archives nécessaires au fonctionnement et à l'administration de l'Association;

- S'acquitter de toutes les autres tâches qui lui seront confiées par le Bureau Exécutif.

Profil recherché :

- Etre titulaire minimum d'un Bac + 4;
- Etre un professionnel du secteur bancaire et financier (au moins 10 ans d'expérience et avoir occupé des fonctions d'encadrement supérieur au sein d'établissement de crédit;
- Posséder de solides compétences administratives, financières et juridiques en rapport avec le climat bancaire et avoir de solides connaissances de l'environnement économique et financier du pays et de la sous-région;
- Avoir une réelle capacité d'organisation et d'animation d'une structure professionnelle;
- Avoir un esprit de synthèse et des capacités rédactionnelle et de reporting;
- Disposer de bonnes aptitudes à la communication orale et écrite.

Si vous êtes intéressé par cet appel à candidature, merci de nous envoyer votre dossier composé de votre lettre de motivation et un curriculum vitae au plus tard le 25 octobre 2018 par l'adresse : apec.congo@yahoo.com Seuls les candidats sélectionnés seront informés de la suite réservée à leurs dossiers.

Le Président de l'APEC-CONGO

RESIDENCE ARCHANGE À POINTE-NOIRE



Location des chambres équipées et climatisées avec un point cuisine

A partir de 10 000 francs Cfa la nuitée au quartier Siafou-mou, non loin de la clinique du Dr Mongo

Contact : 06 820 00 73

E-mail :

mesmin.tambika@hispeed.ch

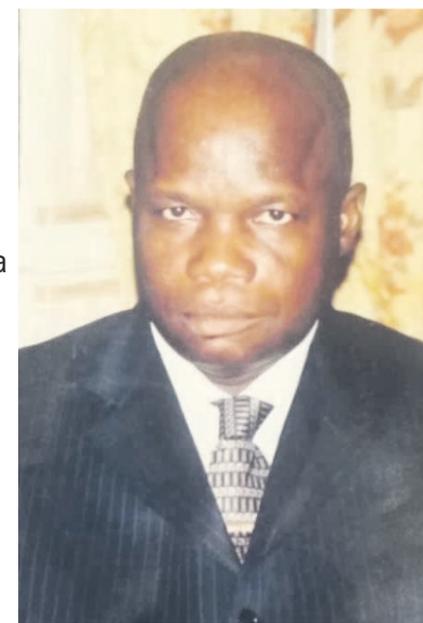
Site web : residencearchange.jimdo.com

NÉCROLOGIE

Roger Séraphin Loupet, agent des Dépêches de Brazzaville, (Firmin, Alfred et Freddy) Nanitelamio, Georges Roger Olivier Boubag, les familles Houla et Loupet ont la profonde douleur d'annoncer aux parents, amies et connaissances, le décès de leur petit-fils, fils, frère et neveu, Pierre Screve Quenault Nanitelamio, le samedi 6 octobre 2018 au CHU de Brazzaville. La veillée mortuaire se tient au domicile familial n° 111 rue Père Drea à Bacongo. La date de l'inhumation vous sera communiquée ultérieurement.



Les familles Ndinga, Ngania, Adouadjo, Dionysia Dzika et les enfants ont la profonde douleur d'annoncer aux amis et connaissances le décès de leur fils, frère, oncle et père, Edmond Dzika (Ancien) colonel des Douanes à la retraite, le 7 octobre 2018 à Brazzaville. La veillée mortuaire se tient à son domicile à Massengo, (arrêt marché ; suivre la grande avenue du lavage en face du PSP). La date de l'inhumation vous sera communiquée ultérieurement.



Programme des obsèques de Genia Inokomis

Mardi 16 octobre 2018

- 9h 00 : levée de corps à la morgue municipale de Brazzaville
- 10h00 : recueillement au domicile sis 84 rue Loango, Poto-Poto
- 12h00 : messe de requiem en l'église Notre Dame de Fatima
- 14h00 : départ pour le cimetière privé Bouka (V.I.P)
- 16h00 : fin de la cérémonie



AVIS AU PUBLIC

Suite à la dissolution de l'Union nationale du Nigeria à Pointe-Noire, l'ambassade du Nigeria à Brazzaville voudrait informer le grand public que les personnes ci-dessous mentionnées sont les membres nouvellement constitués du comité intérimaire chargé de gérer les affaires des Nigerians à Pointe-Noire. Ce sont :

- 1-Tagbo Chuke Augustine - coordinateur
- 2-Pasteur Pantelion Anyanuru - coordinateur adjoint
- 3-Kingsley Okungbura - sous-coordinateur
- 4-Ademola Agunsiade - secrétaire
- 5-Mme Jane Ozili - trésorière
- 6-Ebuka Iwuchukwu - membre chargé des relations publiques
- 7-Uzochukwu Okafor - secrétaire financier
- 8-Spice Nkobi Kalu - membre chargé des relations publiques
- 9-Nonso Okafor - assistant membre chargé des relations publiques

Le grand public et les autorités gouvernementales compétentes sont priés de prendre note de cette annonce.

Chaleureuses salutations

**Ambassade du Nigeria
Brazzaville**

Fédération Congolaise de Football

APPEL D'OFFRE

N° : 001/2018/SG/FCF2018

Acquisition des matériels informatiques, réseau, vidéo surveillance et contrôle d'accès, mobiliers et énergies pour le compte de la Fédération Congolaise de Football (4 lots)

La Fédération Congolaise de Football envisage à réaliser, sur ressources propres, l'acquisition des matériels informatiques, réseau, vidéo surveillance et contrôle d'accès, mobiliers et énergies de son nouveau siège.

A cet effet, elle invite, par le présent avis d'appel d'offres, les entreprises intéressées et remplissant les conditions requises, à présenter une soumission.

La dite soumission se fera en quatre (04) lots :

- Lot 1 : Acquisition et installation des équipements pour le réseau informatique et téléphonique
- Lot 2 : Acquisition des matériels informatiques
- Lot 3 : Acquisition des équipements de vidéo surveillance et contrôle d'accès
- Lot 4 : Acquisition des mobiliers de bureau

Le processus de sélection se déroulera conformément aux dispositions du Code des Marchés et du Manuel de Procédures de Gestion des Marchés de la Fédération Congolaise de Football.

Tout complément d'information peut être obtenu à l'adresse suivante, les jours ouvrés, du lundi au vendredi, de 09h00 à 12h00 :

Fédération Congolaise de Football
Adresse : Stade Alphonse Massamba-Debat
Téléphone : +242 06 666 84 87

Le dossier d'appel d'offres, rédigé en français, peut être consulté et retiré au Secrétariat Général de la Fédération Congolaise de Football.

Les soumissions devront être déposées à la seule adresse indiquée ci-dessus, au plus tard le 15/11/2018 à 12 heures précises.

Fédération Congolaise de Football
Adresse : Stade Alphonse Massamba-Debat
Téléphone : +242 06 666 84 87

Les soumissions reçues après le délai fixé seront rejetées. Celles reçues dans le délai seront ouvertes en une (01) étape, en présence des représentants des soumissionnaires, dûment mandatés. Le représentant mandaté doit être muni d'une procuration afin d'être accepté en salle de dépouillement.

Les plis administratifs, techniques et financiers, seront ouverts, le 20/11/2018 à 12h30 précises, au Secrétariat Général de la Fédération Congolaise de Football, à Brazzaville.

Fait à Brazzaville, le 15 octobre 2018



Le Secrétariat Général de la Fédération Congolaise de Football,



AVIS A MANIFESTATION D'INTERET N° 11/2018/MEPSA/UCP-PRAASED « Recrutement d'un Responsable en Sauvegardes Environnementale et Sociale (RSSE) du PRAASED

**I. Contexte**

Le Gouvernement de la République du Congo et la Banque Mondiale co-financent le Projet d'Appui à l'Amélioration du Système Educatif pour un montant total de 70 millions de dollars US. A cet effet, l'Unité de Coordination du PRAASED a l'intention d'utiliser une partie du montant pour effectuer les paiements au titre du contrat suivant : recrutement du Responsable en Sauvegarde Environnementale et Sociale (RSSE) du PRAASED.

II. Mission du Responsable en Sauvegardes Environnementale et Sociale (RSSE)

Sous la supervision du Coordonnateur du Projet, le Responsable en Sauvegarde Sociale et Environnementale (RSSE), est chargé de la mise en œuvre du cadre de gestion environnementale et sociale, relatif aux activités du PRASED. Elaborer le Mécanisme de Gestion des Plaintes (MGP), assurer la mise en place et mise en œuvre de celui-ci.

Le/la spécialiste en Sauvegardes Environnementale et Sociale devra de manière globale, s'assurer que l'organisation, la mise en œuvre et le suivi de l'ensemble des activités du projet prennent en compte les aspects sociaux et mesures de gestion des risques sociaux agréés dans les instruments de sauvegarde (CGES et CPPA).

III. Tâches et responsabilités (Extraits des termes de référence) :

Il accomplit les tâches suivantes :

- l'élaboration et la mise à jour des PTBA du PRASED, en ce qui concerne les activités impliquant les communautés et le suivi social et environnemental;
- l'élaboration et la mise à jour du plan de passation des marchés relatif aux activités impliquant les communautés et le suivi social et environnemental;
- la préparation des DAO et en s'assurant de l'insertion dans les DAO et les marchés des travaux du Cahier des Clauses Environnementales et Sociales;
- De conduire dans les zones du projet des actions de plaidoyer auprès des communautés locales pour la sécurisation des infrastructures mises en place dans le cadre du projet;
- D'appuyer la mise en place et la gestion des Comités Locaux de Gestion des écoles;

IV. Profil et qualifications requis

Le candidat au poste Responsable en Sauvegardes Sociale et Environnementale doit avoir le profil et les compétences minimales suivantes :

- avoir un diplôme universitaire (Bac + 4 au moins) en sciences environnementales, sociologie, psychologie, anthropologie, géographie ou équivalent;
- avoir une expérience professionnelle d'au moins 10 ans dont au moins trois (3) ans dans le suivi environnemental et social des projets de développement;
- avoir une bonne connaissance des procédures et de la réglementation nationale, des

procédures et des politiques opérationnelles de la Banque Mondiale en matière de sauvegarde environnementale et sociale;

- avoir la capacité de travailler en équipe;
- avoir une bonne expérience dans la gestion et l'encadrement des communautés;
- avoir une bonne connaissance du contexte socio-culturel du pays;
- avoir une bonne expérience de travail avec les populations autochtones et les populations vulnérables;
- être capable de travailler dans un environnement multiculturel;
- avoir une connaissance de l'outil informatique et des logiciels usuels (Word, Excel, Power Point, Internet, etc.);
- avoir une bonne expression orale et écrite en français; avoir une maîtrise des langues nationales serait un atout.

V. Dossier de candidature

Les candidats intéressés devront fournir un dossier complet composé de :

- Une lettre de motivation;
 - un curriculum vitae détaillé;
 - des copies des diplômes et tout autre document justifiant la formation (N.B : les originaux du ou des diplômes seront exigés des candidats inscrits sur la liste restreinte validée qui seront appelés aux tests);
 - des certificats de travail ou tout autre document justifiant de l'expérience dans le domaine.
- Les candidatures féminines sont vivement encouragées.

VI. Processus de recrutement

Le processus comprendra :

- Une analyse des dossiers;
- Un test écrit;
- Un entretien devant un panel.

VII. Informations et Réponse à l'avis à manifestation d'intérêt (AMI)

Les personnes intéressées peuvent obtenir des informations supplémentaires, à l'adresse ci-dessous, les jours ouvrables de 9 heures à 16 heures, heure locale.

Les dossiers de candidature doivent être envoyés sous plis fermé, au plus tard le 29 octobre 2018 à 16 heures, heure locale avec mention « Avis de recrutement d'un Responsable en Sauvegardes Environnementale et Sociale (RSSE) du PRAASED ».

L'adresse à laquelle, il est fait référence ci-dessus est :

Unité de Coordination du PRASED
À l'attention de monsieur Calixte KOLYARDO,
Coordonnateur du PRAASED
au 134 Avenue Maréchal LYAUTEY, en face du CHU, à côté de l'UNESCO
E-mail : praaseducp@gmail.com,
Téléphone : 00 242 06 701 74 68

Brazzaville-Congo.
Fait à Brazzaville, le 12 octobre 2018

Le Coordonnateur du PRAASED
Calixte KOLYARDO

VIE ASSOCIATIVE

La PCB entend oeuvrer pour la refondation de la nation congolaise

La structure apolitique entend jouer un rôle de premier plan durant la période préélectorale, électorale et post électorale en se donnant pour objectif de soutenir les actions d'envergure entreprises par le chef de l'Etat afin d'assurer l'alternance démocratique.

Fédérer les énergies et les ressources humaines, sans tenir compte de la tribu, de l'ethnie, de la religion ni de toute autre considération, autour d'un idéal commun, celui de la cohésion nationale, tel est l'objectif que s'assigne la Plate-forme des communautés de base (PCB) créée tout récemment. La sortie officielle de cette association a eu lieu le 14 octobre à Kinshasa. Elle s'est avérée une belle opportunité pour son comité dirigeant de la présenter au grand public.

Initiée par les communautés de base et notabilités de la RDC, cette structure avant-gardiste dans le combat pour l'unité nationale entend créer une dynamique sociale pérenne, censée gérer les questions fondamentales communes de paix, de sécurité, de partage, de développement de différents coins du pays. Son but principal est justement de canaliser les énergies des communautés de base à travers les structures communautaires et traditionnelles en vue de maintenir la cohésion nationale et arriver à la refondation de la nation congolaise, gage du réel sentiment national et de la défense des intérêts congolais.

Née des cendres de l'Entente interprovinciale (EIP) avec, à son actif, trois cent quarante-sept membres composant le conseil des représentants et quarante-quatre constituant l'effectif de la coordination nationale, la PCB s'est déjà positionnée comme un outil indispensable dans la quête



Le coordonnateur Célestin Mbuyu posant avec quelques membres de la PCB

de la cohésion nationale longtemps mise à mal par des intérêts obscurs des politiciens véreux et opportunistes. Comme l'a indiqué le président de sa coordination nationale, Célestin Mbuyu Kabangu, dans son intervention, cette association se veut réellement apolitique. « Nous devons éviter de politiser la Plate-forme des communautés de base et nous interdire que les politiciens aux ambitions démesurées nous infiltrent et nous atomisent comme cela fut le cas avec l'EIP », a-t-il indiqué sous forme de mise en garde. Au-delà de sa vocation unitaire, la PCB va, par ailleurs, soutenir les actions d'envergure entreprises par le président de la République, Joseph Kabila pour favoriser l'alternance démocratique.

Célestin Mbuyu Kabangu a aussi invité, dans son allocution, chacun des membres à une prise de conscience collective pour faire de l'association une œuvre grandiose censée consti-

tuer, en Afrique centrale et ailleurs, un repère, ou mieux, un modèle d'unité et de cohésion fraternelle. Par rapport aux échéances électorales attendues, la PCB entend s'y impliquer activement par le biais des personnalités, des notables et des leaders sociaux et politiques issus de ses rangs et dont la capacité de mobiliser toutes les couches de la population, de la base au sommet, est éprouvée. Tout ceci, dans l'optique de leur permettre de jouer un rôle de premier plan durant la période préélectorale, électorale et post électorale. « Maintenant que le peuple congolais est à la troisième phase d'élections dans notre pays, les communautés de base entendent mener une campagne de proximité afin de permettre à tous les électeurs de participer aux élections et relever les contradictions inhérentes aux aspects politiques », a ajouté Célestin Mbuyu Kabangu. Il a terminé son adresse en rendant

un vibrant hommage au président de la République « pour avoir initié cette ingénieuse idée qui renforcera pour l'avenir la solidarité, la fraternité et la cohésion nationale des fils et filles de ce grand pays qu'est la RDC ».

Il est à noter, en outre, que l'objectif général de la PCB est celui de la refondation de la nation congolaise. Il devra se concrétiser notamment par la concertation et la consultation permanentes sur les problèmes d'intérêt commun en vue de la promotion d'une culture

de paix et de l'unité ; par la sensibilisation des communautés de base aux valeurs traditionnelles ainsi qu'aux us et coutumes pour une entente harmonieuse en vue d'une forte cohésion nationale ; et par la culture de l'esprit d'amour, de fraternité et de solidarité entre les membres des communautés de base. Quant aux objectifs spécifiques, il faudrait citer, entre autres, la participation à l'effort de développement et de reconstruction nationale, l'encouragement et la promotion des activités pour la relance économique, l'encadrement et la promotion des activités créatrices des richesses pour l'amélioration du bien-être social ainsi que la sensibilisation des communautés de base aux acquis du président de la République en vue de créer les conditions propices au développement.

Blandine Lusimana

LAVAGE DES MAINS

Une pratique peu coûteuse pour prévenir des maladies infectieuses

La communauté internationale célèbre, chaque 15 octobre, la Journée mondiale du lavage des mains. Cette année, elle est placée sur le thème « Mains propres : une recette pour la santé », afin de mettre l'accent sur le lien vital entre lavage des mains et nutrition pour une bonne santé. En République démocratique du Congo (RDC), le thème national est « Mains propres : zéro microbe, zéro choléra, zéro Ebola ».

La célébration de la Journée mondiale du lavage des mains offre l'occasion de sensibiliser les communautés à prendre conscience des risques encourus en cas de manque d'hygiène au niveau des mains et les encourager à adopter ce comportement simple qui peut sauver des vies, surtout celles des enfants.

Le lavage des mains est un geste simple, peu coûteux mais qui peut prévenir beaucoup de maladies et contribuer à améliorer

la santé des enfants. Cette pratique, malheureusement, n'est pas totalement intégrée dans la mentalité des gens. Selon l'Unicef qui cite l'Enquête démographique et de santé 2013-2014, en RDC, seulement 13,7 % de la population en milieu rural et périurbain se lave les mains au savon ou à la cendre. Alors qu'il est prouvé que le lavage des mains avec du savon ou à la cendre est l'un des moyens les plus efficaces et les moins coûteux pour prévenir des maladies infectieuses et empêcher la transmission des bactéries ainsi que de certains virus, notamment celui d'Ebola.

A en croire l'Unicef, le lavage des mains est une habitude cruciale pour une bonne santé. « Les mains propres de toute une famille peuvent améliorer de manière significative la santé de celle-ci et réduire l'incidence de maladies courantes, notamment des maladies dites des mains sales. Le lavage des mains aide à construire un environnement sain et un avenir productif », indique l'agence onusienne, tout en ajoutant que le lavage des mains est également un élément clef dans la réponse contre le virus de la maladie d'Ebola. C'est dans ce cadre que sous la coordination du ministère de la Santé, en collaboration avec les Agences du système des Nations unies et d'autres parte-

naires, l'Unicef concentre sa réponse sur les activités de communication et de mobilisation communautaire, l'approvisionnement en eau et la promotion de l'hygiène pour prévenir la propagation de la maladie ainsi que sur l'assistance psychosociale aux familles affectées par l'épidémie.

La RDC s'est engagée à rallier les objectifs de développement durable (ODD) à l'horizon 2030, plus spécifiquement l'objectif 6 qui vise à garantir l'accès de tous à l'eau et à l'assainissement et à assurer une gestion durable des ressources en eau. Le Programme national école et village assaini revêt une importance majeure dans la mesure où il contribue, de manière significative, à l'atteinte des ODD. Ce programme mis en œuvre par le gouvernement congolais depuis 2008, avec l'appui technique et financier de l'Unicef, a permis à 8 601 567 personnes de vivre dans des villages assainis et à près de 1 021 521 écoliers de fréquenter un environnement scolaire assaini. Des résultats atteints grâce à l'importante contribution financière de la Coopération britannique, de l'Usaid et de l'Unicef.

B.L.



Un lavage correct des mains avec du savon ou de la cendre protège contre les maladies

VOYAGES À TRAVERS LE MONDE

Quarante-trois destinations d'accès facile pour les Congolais de la RDC

Le cabinet britannique Henley & partners a publié, le 9 octobre, Henley passport index, son classement établi à partir des données de l'Association internationale du transport aérien (IATA), en fonction des passeports qui permettent de voyager plus facilement dans le monde en ayant accès à plusieurs pays sans visa ou avec un visa automatique à l'arrivée.

Les Seychelles, sur le continent africain, arrivent en première position sur la liste et se classent 25e au monde avec cent cinquante-deux destinations sans visa ou avec visa direct à l'arrivée. Ce pays est suivi de Maurice, 31e au rang mondial, avec cent quarante-six destinations, et de l'Afrique du Sud, 52e au monde avec cent deux destinations.

Pour sa part, la République démocratique du Congo (RDC) est classée 98e à l'échelle mondiale sur cent six pays et 48e en Afrique sur cinquante-quatre pays. La République du Congo, pour sa part, se trouve à la 94e position dans le classement mondial et occupe la 45e place en Afrique.

En Asie, les Congolais de la RDC peuvent avoir accès sans visa ou avec un visa à l'arrivée dans les pays suivants : Bangladesh, Cambodge, Macao (SAR China), les Maldives, le Nepal, les Philippines, Singapour, Timor-oriental. En Afrique, ils peuvent voyager facilement dans des pays tels: Bé-



Passeport de la RDC

nin, Burkina Faso, Burundi, Cap vert, République centrafricaine, Comores, Djibouti, Ghana, Guinée-Bissau, Kenya, Madagascar, Mauritanie, Maurice, Mozambique, Rwanda, Sénégal, Seychelles, Somalie, Tanzanie, Togo, Ouganda, Zambie, Zimbabwe.

En Océanie, l'accès sans visa ou avec visa à l'arrivée est possible aux îles Cook, en Micronésie, Niue, les Palaos, Samoa et Tuvalu. Dans les Caraïbes : Saint Domingue, Haïti ainsi que Saint-Vincent-et-les-Grenadines.

En Amériques, les Congolais peuvent accéder facilement à la Bolivie et à l'Équateur. Pour le Moyen-Orient, seul l'Iran est accessible pour les ressortissants de la RDC sans visa ou avec un visa à l'arrivée.

Pour les Congolais de Brazzaville, quarante-sept destinations sont accessibles.

Suppression des visas à la Cémac, une source d'optimisme

Selon Ryan Cummings, directeur de Signal Risk, une société de conseil en gestion des risques politiques et de sécurité basée

en Afrique du Sud, Seychelles et Maurice continuent à être au top du classement en Afrique, en raison du maintien d'accords de dispense de visa avec les pays de l'espace Schengen ainsi que de leur propre politique de visas relativement ouverte, généralement réciproque. Les Seychelles, qui se font passer pour une destination totalement exempte de visas, ont obtenu des dispenses de visa accordées par les gouvernements de la Thaïlande et de l'Angola au premier trimestre de

2018. En outre, Maurice a conclu un accord d'exemption de visa avec la Nouvelle-Zélande en avril dernier.

Pour Ryan Cummings, bien qu'une bonne partie de l'Afrique reste à la traîne en ce qui concerne l'accessibilité de ses passeports, il y a de quoi être optimiste. L'accès sans visa à l'extérieur du continent est encore limité, explique-t-il, mais les États africains dérèglementent de plus en plus les réglementations relatives aux visas pour leurs homologues continentaux et l'Angola en est un bon exemple. Il a récemment supprimé l'obligation de visa pour neuf pays africains: le Lesotho, Madagascar, le Malawi, le Cap Vert, São Tomé et Príncipe, le Maroc, le Swaziland, l'Algérie et la Zambie. De même, fait savoir l'expert, l'engagement de la Communauté économique et monétaire d'Afrique centrale (Cémac) d'accorder des dispenses de visa aux détenteurs de passeports de ses États membres (Cameroun, Guinée équatoriale, République centrafricaine, Congo-Brazzaville, Gabon et Tchad) pourrait également être repris par d'autres blocs politiques régionaux cherchant à promouvoir la vision de l'Union africaine d'augmenter le commerce et les voyages interafricains, comme indiqué dans son mandat au titre de l'Agenda 2063.

Patrick Ndungidi

EREVAN

La RDC a tenu un stand au village de la Francophonie

L'espace a accueilli quotidiennement, du 7 au 12 octobre dans la capitale arménienne, de nombreux visiteurs et de hautes personnalités du monde.

Le stand de la République démocratique du Congo (RDC), ouvert en marge du 17e sommet de la Francophonie, a été une véritable vitrine pour le pays, le faisant découvrir dans ses différentes facettes. Au travers des documents audiovisuels et écrits, les visiteurs ont pu réaliser que la RDC était un pays à multiples potentialités, notamment énergétiques, minières et environnementales. Certains documents fournis par l'Agence nationale de promotion des investissements ont également relevé que le pays était une destination d'affaires dans le domaine d'investissement. Aussi les richesses minières ont-elles été mises en exergue, avec l'exposition de quelques minerais alors que la RDC a également été présentée comme pays touristique, à travers les cartes des aires protégées fournies par l'Institut congolais de conservation de la nature. Des expositions des œuvres d'art et de la musique ont, quant à elles, permis de faire découvrir le

savoir-faire culturel congolais.

Un pays qui confirme sa notoriété

La RDC était un pays inconnu par la majorité d'Arméniens. Aujourd'hui, à travers le stand tenu au village de la Francophonie, nombreux d'entre eux savent désormais situer ce grand pays francophone sur la carte du monde. En plus de sa monnaie nationale connue grâce aux spécimens exposés, les visiteurs peuvent dorénavant, sans peur d'être contredits, reconnaître le drapeau national de la RDC, énumérer ses différentes richesses et dire le bonjour en lingala.

Cette activité a été initiée par la représentante personnelle du chef de l'État congolais à la Francophonie. Pour Isabel Tshombe, « il était important que la RDC, grand pays francophone, ait une lucarne au village de la Francophonie, pour faire entendre encore plus fort sa voix ». Elle l'a déjà fait entendre dans les instances de cette organisation, a-t-elle affirmé, insistant cependant que la RDC doit continuer à prouver qu'elle est bien ce grand pays francophone.

Après six jours d'activités, le village de la Francophonie d'Erevan a fermé ses portes le 12 octobre,



Des visiteurs au stand de la RDC au village de la Francophonie à Erevan

le jour même de la clôture du 17e sommet de cette organisation.

Notons que le 13e sommet de la Francophonie, tenu en 2010 à Montreux, en Suisse, avait inauguré le principe d'organiser un village de la Francophonie comme grande activité connexe du sommet. Ce village est un espace ouvert, attractif, de découvertes et d'échanges pour la population locale mais aussi pour les délégués au sommet. De Montreux, en

Suisse, à Antananarivo, à Madagascar, la RDC a toujours participé au village de la Francophonie avec un stand. La tradition a donc été respectée en marge du 17e sommet de la Francophonie à Erevan. Cette présence, pense-t-on, rassure, sans nul doute, et peut amener des investisseurs et autres touristes dans le pays.

Parmi les visiteurs de marque et des hautes personnalités vus au stand de la RDC, on

peut notamment citer le secrétaire général de la Conférence de ministres francophones de la jeunesse et son collègue de la Conférence de ministres francophones de l'éducation. Le ministre congolais de la Coopération au développement, Kwet mwan Kwet, ainsi que la représentante personnelle du chef de l'État, Isabel Machik Tshombe, ont aussi visité ce stand.

Lucien Dianzenza

LUBUMBASHI

Deux associations dénoncent des abus majeurs des droits humains

L'Association congolaise pour l'accès à la justice (Acaj) et l'Institut de recherche en droits humains (IRDH) ont fustigé des tirs à balles réelles en direction des militants de l'opposition, le 13 octobre, en marge de leur meeting dispersé et attendent d'ouvrir une enquête ainsi que des poursuites contre les policiers présumés auteurs.

L'Acaj et l'IRDH ont relevé, dans un communiqué conjoint du 14 octobre, quatre atteintes majeures aux droits de l'homme commises par les autorités lors de la manifestation publique qu'entendaient organiser, à Lubumbashi, des candidats de l'opposition à l'élection présidentielle du 23 décembre prochain. Ces deux organisations ont, en effet, rappelé que ces leaders devaient s'adresser à leurs membres et sympathisants sur les questions qui font l'objet de divergence avec la Commission électorale nationale indépendante (Céni), principalement « l'illégalité de l'usage de la machine à voter » et « le sort de plus de dix millions d'électeurs sans empreintes digitales ». Cependant, ont-elles fait remarquer, le jour du meeting, le représentant du regroupement politique « Ensemble pour le changement » pour le Grand Katanga, Gabriel Kyungu wa Kumwanza, a été mis en résidence surveillée; la tenue de ce meeting a été obstruée; l'écran géant et autres matériels électroniques de projection d'image ont été saisis, tout cela au mépris de la loi, sans oublier des tirs à balles réelles de la police, sans sommation préalable, dirigés contre un candidat à l'élection présidentielle, des sénateurs, députés et sympathisants de l'opposition. La résidence surveillée imposée à Kyungu wa Kumwanza, dans sa propre parcelle du quartier

Lac Kipopo, du 12 au 13 octobre, constitue, selon l'IRDH et l'Acaj, une restriction illégale de liberté d'aller et venir, en violation de l'article 9 de la Déclaration universelle des droits de l'homme, qui dispose que nul ne pouvait être arbitrairement arrêté ni détenu, alors que l'article 17 de la Constitution de la République disposait que la liberté individuelle est garantie.

Obstruction à une réunion publique

Les deux associations font également savoir que le 13 octobre, le maire par intérim de la ville de Lubumbashi, Laurianne Kalombo Mwewa, a illégalement empêché la tenue d'une réunion publique de l'opposition. Dans un communiqué officiel publié le 12 octobre, vers 21 h 30 mn, ont-elles souligné, le maire par intérim a écrit : « Pour question d'harmonisation par les organisateurs et pour des raisons d'ordre sécuritaire, ladite manifestation est reportée à une date ultérieure ». Ce qui, ont-elles indiqué, était en contradiction avec la lettre du maire de Lubumbashi du 9 octobre, prenant acte de l'organisation de cette réunion. Aussi ont-elles souligné que le maire adjoint a évoqué des raisons d'ordre sécuritaire, sans les citer, au lieu de prendre des dispositions d'encadrement de la manifestation comme la loi l'exige et, enfin, elle a ordonné le report d'une réunion, sans en être organisatrice ni en avoir le pouvoir, sans préalablement ni conférer avec les organisateurs ni leur faire signifier sa décision dans les formes prescrites par la loi.

Les deux ONG ont regretté, en outre, que la police nationale congolaise ait procédé à la confiscation de l'écran géant préparé pour l'évènement, sans

aucune décision de justice. Pour elles, la police a violé les règles de procédure pénale en matière de saisie des biens non employés à la commission d'une infraction et surtout l'article 34 alinéas 1, 2 et 5 qui dispose que « la propriété privée est sacrée. L'Etat garantit le droit à la propriété individuelle ou collective acquis conformément à la loi ou à la coutume. Nul ne peut être saisi en ses biens qu'en vertu d'une décision prise par une autorité judiciaire compétente ».

L'Acaj et l'IRDH ont signifié également que des agents de la police ont ouvert le feu, à balles réelles, en direction du candidat à l'élection présidentielle, le député Martin Fayulu, qu'accompagnaient certains sénateurs et députés. Un acte qu'ils ont vivement condamné, estimant qu'il a failli plonger le pays dans un cycle de violentes protestations, au cas où une balle aurait fauché soit la vie de Martin Fayulu ou d'un des parlementaires qui étaient avec lui.

Face à ces réalités, elles ont exhorté les parties prenantes au processus électoral, principalement le Front commun pour le Congo, la Céni, la Coalition des candidats de l'opposition ainsi que la société civile à se pencher, en toute urgence, sur le fonctionnement de la Commission technique chargée de résoudre les questions politiques liées au processus électoral. Elles attendent de l'auditeur supérieur de Lubumbashi l'ouverture d'une enquête et des poursuites contre les policiers présumés auteurs des tirs à balles réelles dans la direction du candidat Fayulu, la sénatrice Bazaïba et les députés nationaux.

Lucien Dianzenza

EPIDÉMIE À VIRUS ÉBOLA

Beni devient l'épicentre de la maladie

La situation devient de plus en plus inquiétante. Depuis qu'elle a été déclarée le 1^{er} août dernier au Nord-Kivu, dans la zone de santé de Mangina, deux cent cinq cas de l'épidémie ont été enregistrés, dont trente-cinq probables et cent soixante-dix confirmés. Quatre-vingt-cinq personnes sont décédées et vingt et une sont sous traitement dans les différents centres.



Le ministre de la Santé publique, Dr Oly Ilunga

La nouvelle situation épidémiologique de la maladie à virus Ébola a été présentée, le 13 octobre, par le ministre de la Santé publique, le Dr Oly Ilunga, au cours d'une conférence de presse. Le patron de la santé en République démocratique du Congo a révélé qu'au cours de la première quinzaine d'octobre, un nombre important de cas a été notifié dans la ville de Beni. Cette situation, a indiqué Oly Ilunga, est due à la résistance de la population, l'insécurité et la faible participation des tradi-praticiens. La ville de Beni, devenue aujourd'hui l'épicentre de l'épidémie à virus d'Ebola, enregistre déjà soixante-dix-sept cas dont huit probables et soixante-neuf confirmés.

Une situation tellement préoccupante qu'elle nécessite l'engagement de toute la communauté pour la réussite de la riposte, a reconnu le ministre de la Santé publique. Toutefois, il a noté une évolution positive car les professionnels de la santé s'y emploient et la population est impliquée dans cette riposte en donnant des alertes. Cette évolution positive, a-t-il dit, s'explique également du fait qu'à ce jour, la coordination impliquée dans la riposte a réussi à vacciner seize mille deux cent deux personnes. Cependant, a fait savoir Oly Ilunga, le défi reste celui des ressources humaines pour coordonner les actions qui doivent se faire dans le temps.

Face à cette nouvelle vague de l'épidémie de la maladie dans la ville de Beni qualifiée d'alarmante, le ministre de la Santé a annoncé quelques mesures prises par la coordination nationale de la riposte. Il s'agit notamment de recadrer le plan de riposte en créant des synergies entre les acteurs impliqués, créer un focus sur Beni en le divisant en dix-huit aires opérationnelles qui correspondent aux aires de santé de la ville et de promouvoir le marketing social. Mais, a-t-il conclu, la clé de toutes ces actions pour venir à bout de cette épidémie est la mobilisation communautaire et le maintien de l'ordre public, estimant qu'une riposte ne peut être efficace dans un environnement où règne l'anarchie. C'est pourquoi il a sollicité l'implication de toutes les sensibilités politiques, économiques, sociales et culturelles.

Blandine Lusimana

EXPULSION DES CONGOLAIS DE L'ANGOLA

La RDC promet une riposte sans pareil

Le vice-ministre des Affaires étrangères, Agée Matembo, condamnant les États membres de la Conférence internationale sur la Région des Grands lacs (CIRGL) pour non-respect des engagements pris, a indiqué qu'un délai de deux mois est accordé à tous les pays dont les ressortissants ont trouvé refuge en terre congolaise en vue de leur rapatriement.

Depuis que la vague d'expulsion des Congolais de l'Angola a commencé, les autorités congolaises sont restées dans l'expectative, se contentant de subir une situation qui prenait de l'envergure au fil du temps. Puisqu'il fallait rompre le silence longtemps entretenu de peur d'être taxés de complices et surtout face

à la persistance du phénomène, les officiels congolais ont commencé de plus en plus à donner de la voix. Le 12 octobre, à Lubumbashi, le vice-ministre des Affaires étrangères, Agée Matembo, a exprimé son ras-le-bol face à cette situation tout en déplorant les conditions inhumaines dans lesquelles sont expulsés les Congolais du territoire angolais. Alors qu'il revenait de Kampala où il a assisté au sommet des chefs d'États membres de la CIRGL, Agée Matembo a déploré que parmi les signataires de la Charte constitutive de cette organisation sous-régionale, se retrouvent ce qu'il qualifie d'États hypocrites, c'est-à-dire « des États qui ont compris que la fin de l'insécurité à l'est du pays, ce sera la

chute économique de leurs États respectifs ». D'après lui, ces États agissent « en complicité avec leurs frères qui viennent pour insécuriser le pays en pillant nos minerais, en violant nos mamans, nos sœurs et en prenant tout sur leur passage ». Des déclarations qui, sans nul doute, ne sont pas à dissocier du contexte d'expulsion qui a cours actuellement en Angola où environ cent quatre-vingt mille Congolais ont été refoulés de ce pays ces derniers jours, a annoncé dans la foulée l'officiel congolais tout en appelant chaque pays qui avait signé, à Addis-Abeba, l'accord-cadre sur la paix et la sécurité en RDC et dans la région à respecter ses engagements. Pour Agée Matembo, la riposte de la RDC attendue d'ici à deux mois sera sans pareil. À ce

sujet, il y a lieu de préciser que la RDC accueille près de deux cent cinquante mille réfugiés rwandais, cent quatre-vingt-cinq mille Burundais, sept cent mille Centrafricains et près de trois cent mille Sud-Soudanais.

Notons que les Congolais expulsés du territoire angolais ont pris quartier à Kamako au Kasai, à 150 km au sud de Tshikapa, où vingt-huit sites sont en instance d'ouverture pour les accueillir, sans abri et sans assistance. Ces derniers soutiennent avoir été contraints de quitter l'Angola après incendie de leurs maisons et pillage systématique de leurs biens. Avec ou sans papiers en règle, ils étaient chassés comme des malpropres sans considération aucune pour leur dignité humaine.

Alain Diasso

JOURNÉE DU VOLONTARIAT FRANÇAIS

La septième édition connaît un franc succès

Pointe-Noire a accueilli, le 13 octobre, à l'Institut français du Congo (IFC), la manifestation au cours de laquelle volontaires, structures d'accueil, partenaires, institutionnels français et congolais, ainsi que les organisations de la société civile ont examiné des problématiques liées au développement et à la solidarité internationale.

Tenue sur le thème « S'ouvrir au monde », la journée avait pour enjeu principal d'illustrer et de démontrer la valeur ajoutée de l'action des volontaires, notamment la dimension humaine qu'ils apportent au projet, le rapport équitable et de proximité instauré avec la population locale, le dialogue inclusif qu'ils construisent afin d'associer la population la plus vulnérable. L'activité a permis aux acteurs du volontariat, institutionnels et associatifs, les structures d'accueil et d'envoi, les partenaires, les volontaires locaux et internationaux de se réunir pour discuter de la manière dont le volontariat est source d'ouverture culturelle et participe à une meilleure compréhension du monde et des cultures. Plusieurs thématiques ont été mises en exergue relatives à l'ouverture au monde, parmi lesquelles « La mondialisation ou comment tisser des liens solidaires entre le Nord et le Sud », « L'universalité à travers des défis globaux à relever », « La question de l'interculturalité et de la diversité culturelle ». Aujourd'hui, le gouvernement congolais est convaincu que le volontariat est un vecteur de développement durable qui permet aux femmes et aux hommes de participer à leur propre croissance. Et grâce à l'accompagnement et l'expertise de France volontaire ainsi que d'autres

partenaires internationaux, un corps de jeunes volontaires a été mis en place en 2015. Ce corps a mobilisé plus de cinq cents volontaires congolais dans le domaine de l'enseignement sur la période de 2015 à 2016. Actuellement, le gouvernement, en plus de la volonté de redynamiser ce corps de volontariat national avec l'appui de ses partenaires, va mettre en place un programme de service civique afin de créer des bases d'un changement social profond, un changement citoyen et de comportement individuel, collectif et social pour le bien-être de la population. Par ailleurs, pour marquer son engagement au volontariat, le Congo abritera, à partir du 19 novembre, la 9e session de formation du corps des jeunes volontaires de l'Union africaine, où plus de cent jeunes venus de tous les pays d'Afrique seront formés à Brazzaville. Dans son mot de circonstance, l'ambassadeur de France en République du Congo, Bertrand Cochery, a indiqué que la première des choses que l'on doit aux volontaires est de se rassurer de leurs bonnes conditions d'accueil, de sécurité et de santé sur le terrain. Pour le diplomate, un volontaire n'est pas un agent que l'on remplace par quelqu'un payé moins cher pour faire le même travail dans des conditions de vies moins satisfaisantes. « Très souvent lorsque j'ai vu les conditions de vie de certains volontaires, j'ai été choqué. Il ne s'agissait pas simplement des volontaires travaillant dans des associations qui n'avaient pas beaucoup de moyens. Mais c'étaient parfois des volontaires des administrations. Donc, nous avons l'obligation de prendre notre responsabilité vis-à-vis des volontaires. Quelle que soit leur provenance, ils doivent



Bertrand Cochery pendant son mot de circonstance./Adiac

être inscrits au consulat, parce que le parcours d'un volontaire suppose une certaine épreuve du terrain, il ne faudrait pas que cette épreuve du terrain se termine en drame, comme il est malheureusement arrivé dans certaines villes », a-t-il dit.

En effet, France volontaire est une plateforme des engagements volontaires et solidaires à l'international, avec pour objectif de promouvoir et développer les différentes formes d'engagements relevant des volontaires internationaux d'échanges et de solidarité et de contribuer à leur mise en œuvre. Cette association appuie et soutient les acteurs du volontariat, candidats, volontaires, structures d'accueil ou d'envoi en République du Congo et en République démocratique

du Congo. En République du Congo, France volontaire s'attelle à remplir quatre principales missions, notamment la promotion et la valorisation des différentes formes d'engagement volontaire et solidaire; l'appui aux acteurs du secteur associatif et de la société civile; l'envoi de volontaires au bénéfice de ces mêmes acteurs et, enfin, le développement d'une réflexion prospective mais aussi d'un rôle d'animation et d'observatoire.

Notons qu'au Congo, il y a plus de quatre-vingts volontaires français qui appuient des actions de partenaires locaux dans des domaines variés comme la santé, la décentralisation, la protection de l'enfance, l'éducation, la culture, le sport sans oublier le domaine humanitaire.

Hugues Prosper Mabonzo

FORCE PUBLIQUE

Cinquante et un policiers du Kouilou et de Pointe-Noire promus aux grades supérieurs

La cérémonie de port des galons par les récipiendaires a eu lieu le 13 octobre, sous la houlette du colonel de police Serge Pépin Itoua Poto, directeur de la police dans les deux départements.

Le colonel Serge Pépin Itoua Poto a rappelé que cette dernière série du port des insignes de grades compte pour le quatrième trimestre de l'année 2018. L'accession

à ces nouveaux galons, a-t-il fait savoir, obéit à quelques critères, dont l'effort individuel et collectif persévérant, le travail bien accompli, la confiance de la hiérarchie et

autres. « Au nom du commandement et à mon nom personnel, je présente mes félicitations à tous les heureux récipiendaires en les exhortant de continuer dans cette même lancée et en notifiant à ces derniers que l'élévation aux nouveaux grades est synonyme de plus d'efforts et de responsabilités. Ainsi, je demande à ces derniers de faire convenablement leur travail, en privilégiant la culture de résultat et en recherchant l'honneur et l'efficacité », a déclaré le colonel Serge Pépin Itoua Poto. Poursuivant son propos, il a présenté la situation sécuritaire dans les départements du Kouilou et de Pointe-Noire. « L'évènement le plus marquant de ce mois était la rentrée scolaire 2018-2019 qui s'est effectuée normalement sous un cli-

mat sécuritaire relativement apaisé au Kouilou et à Pointe-Noire. Ainsi, toutes les dispositions en vue de maîtriser quelques situations de portée majeure ont été prises avec efficacité. Il convient aux policiers du Kouilou et de Pointe-Noire de continuer à maintenir ce climat de paix et de sécurité qui règne dans ces départements, parce que la sécurité des biens et des personnes en dépend », a-t-il conclu.

Interrogés après le port de leurs nouveaux insignes de grades, Magloire Ntsourou et Florine Massanguila, respectivement lieutenant et adjudant-chef de police, ont remercié le bon Dieu et l'ensemble de la hiérarchie policière pour leur élévation à ces nouveaux galons.

Séverin Ibara



LIVRES

Le Pen Congo Brazzaville lance la rentrée littéraire 2018

L'activité s'est déroulée du 12 au 13 octobre, à la librairie Les Manguiers des Dépêches de Brazzaville, permettant aux littéraires d'échanger sur divers ouvrages.

Organisée par Pen Congo Brazzaville en partenariat avec la librairie Les Manguiers et l'association culture Elongo Prix du cinq continents, la Rentrée littéraire du Congo (Relico) 2018 s'est ouverte par l'animation de Fortuné Bateza, dans laquelle il a fait référence à tous les noms de la littérature congolaise de l'époque coloniale à nos jours, en passant par les écrivains, les poètes, les maisons d'édition et même les gestionnaires des librairies.

S'en est suivie la biographie de l'invitée d'honneur, le lieutenant-colonel Aline Olga Lonzaniabeka, également écrivaine, auteure de l'ouvrage «La femme congolaise et la défense de la nation». Quelques extraits des poèmes de Jean Blaise Bilombo Samba, ont été lus par Cléo Pindi.

Dans son mot de circonstance, le président du PEN Congo, Florent Sogni Zaou, a indiqué que le livre était un puissant canal de renforcement culturel et sa compagnie ne dérangeait pas le voisin car il ne produit pas de décibels. C'est tout le sens du thème choisi par le comité d'organisation, à savoir « La littérature, outil de cohésion nationale et du mieux vivre ensemble ».

« Ecrire un livre est un exercice passionnant. Autant il est difficile de l'écrire, autant il est fastidieux

de subir les caprices de l'éditeur, autant il est stressant de trouver de l'argent pour le faire, autant il est gai de le tenir lorsqu'il paraît. Mais les problèmes commencent lorsqu'il faut le promouvoir. C'est pour la promotion du livre que nous sommes ainsi réunis », a déclaré Florent Sogni Zaou.

Le président du PEN Congo a également dressé les statistiques des parutions des livres dans les deux principales villes du Congo, Brazzaville et Pointe-Noire, d'octobre 2017 à octobre 2018.

Courant cette période, les écrivains ont mis sur le marché, à travers les éditeurs, cent quarante et un titres, soit une moyenne de publication de douze titres par mois.

A Brazzaville, par exemple, les Editions LHarmattan Congo ont sorti soixante titres ; les Editions Hémar huit titres ; les Editions Ngouvou Académie Sonica un; les Editions Renaissance trente; les Editions Adclf huit ; autres éditions sans référence quatorze titres. A Pointe-Noire, Les lettres marchées ont édité dix ; les Editions LMI huit titres.

Du côté de Paris, une anthologie par Noël Ramata Kodja ; les Editions Acorca ont publié un titre «Ecrire à Pointe-Noire». Par contre, le fait à déplorer, c'est la grosse épine dans le pied de l'écrivain, l'insuffi-



Le président du Pen Congo Brazzaville prononçant son mot de circonstance

sance criarde de librairies et de bibliothèques ou mieux d'espaces de promotion du livre, qui constitue un sacré frein pour sa circulation.

Ouvrant la Relico 2018, le directeur de cabinet du ministre de la Culture et des arts, Emmanuel Douma, a déclaré que le Congo était un foyer ardent du livre, un véritable modèle à suivre au regard du ratio population, nombre de publications annuelles. « Les statistiques que vous venez de nous donner en sont une illustration éloquent. Il est heureux de constater que la République du Congo n'est pas en marge des succès mondiaux sur le plan littéraire. A cet effet, les nombreux prix remportés par nos écrivains depuis plus de quarante ans

confortent cette allégation », a-t-il précisé.

Une leçon inaugurale visant le vivre ensemble

La leçon inaugurale de cette Relico a eu pour thème «La littérature, outil de cohésion nationale et du mieux vivre ensemble». Présentée par le Pr Bellarmin Etienne Iloki, il s'est s'agi de montrer le lien qui existe entre la littérature et la notion du « mieux vivre ensemble », autrement dit, quelle est la place de la littérature dans une société multiculturelle et un contexte mondial. Le mieux vivre ensemble est-il le fondement de la vie sociale, la condition de la cohésion d'une société ? Entre attraction et répul-

sion, dans un sentiment imposé par la peur instillée dans la société, l'organisateur de cette manifestation a entraîné le monde littéraire par la porte de la fiction dans ce sujet très contemporain qu'est l'éloge de la différence. Le Pr Bellarmin Etienne Iloki s'est proposé, dans cette réflexion, de suivre un triple objectif. Le premier a consisté en une analyse du concept de « mieux vivre ensemble », autant par le contenu que par la démarche intellectuelle ; le deuxième a amené à décrire et à analyser la relation entre la littérature et le concept de « mieux vivre ensemble » ; enfin, le troisième a tenté de montrer la poésie comme l'expression du « mieux vivre ensemble ».

Bruno Okokana

FORMATION

Les dirigeants des fédérations informés de l'alimentation du sportif de haut niveau

L'atelier qui s'est ouvert le 15 octobre, à Brazzaville, tentera d'apporter les solutions au constat selon lequel, au Congo, les dirigeants sportifs ne se préoccupent guère de la question de l'alimentation des athlètes.

L'ouverture de l'atelier a été patronnée par le ministre des Sports et de l'éducation physique, Hugues Ngouélondélé, en présence de ses collègues de la Défense et de l'Enseignement supérieur, Charles Richard Mondjo et Bruno Jean Richard Itoua. Dans son allocution à cette occasion, il a déclaré: « La pratique du sport de haut niveau, mieux de la performance sportive, résulte d'une bonne planification de l'entraînement. D'autres facteurs influencent cependant la performance de l'athlète, à

savoir la préparation physique, la préparation pratique... Ces deux premiers sont les mieux connus et souvent pris en compte dans la préparation de nos athlètes. Le constat général est qu'au Congo, nombre de dirigeants sportifs ne se préoccupent guère de la question de l'alimentation du sportif avant, pendant et après l'entraînement ».

La place de l'alimentation dans la préparation des athlètes de haut niveau a donc lancé le débat de cet atelier, organisé par son ministère en parte-

riariat avec l'ONG « Depaget medical center ».

L'objectif est d'améliorer la performance sportive et de prévenir les maladies. L'animateur de la formation, le Dr Josaphat Depaget, spécialiste en nutrition, a expliqué que l'idée est de permettre aux sportifs de bien comprendre les règles de l'alimentation. Durant sa communication, il a insisté sur l'importance de l'alimentation, tout en précisant que celle du sportif de haut niveau obéissait à des règles pour la recherche de l'efficacité. « Les

aliments que nous mangeons ne doivent pas seulement servir à remplir notre ventre. Mais ils doivent jouer un rôle important, notamment fournir des vitamines et minéraux à notre organisme, et aussi contribuer à réduire des maladies et prolonger notre espérance de vie », a-t-il signifié.

Selon lui, si le joueur utilisé sur le terrain n'a pas une bonne alimentation, des effets négatifs dans sa performance sont vite ressentis. L'alimentation du sportif, a-t-il soutenu, doit être adaptée à sa morphologie, en rapport avec ce qu'il fait. « On peut bien s'alimenter mais cette alimentation doit aussi tenir compte de la santé », a insisté le spécialiste.

Outre l'alimentation, Josaphat Depaget a jeté un regard critique sur ce que boivent les sportifs, condamnant les dirigeants qui proposent à leurs athlètes la bière après une victoire. Il a aussi dévoilé les techniques permettant au sportif de haut niveau de mieux s'hydrater pendant les entraînements ou lors des matchs. « Pendant l'entraînement ou le match, on doit s'hydrater. Il y a des sportifs qui prennent plus de dix gorgées pendant le match alors qu'il en faut deux ou trois. Il faut apprendre ça au sportif pour éviter qu'ils soient lourds sur le terrain », a-t-il conseillé.

Le spécialiste en nutrition a demandé, par ailleurs, aux dirigeants de créer des mécanismes pour que le sportif soit alimenté correctement. Il a insisté sur la maîtrise du menu à

proposer aux sportifs, tout en citant les quelques aliments qui peuvent jouer un rôle important dans leur performance.

« Le magnésium, on peut le chercher dans la banane ou dans l'ananas. Quand on confectionne un menu pour le sportif, on tiendra compte de cet aspect. Le calcium, il ne faut pas seulement le chercher dans le lait mais aussi dans d'autres aliments (...) C'est important de donner des asperges aux joueurs. Dans le corps d'un sportif, il y a souvent des inflammations qui s'installent. Les anti-inflammatoires peuvent se trouver dans les champignons et dans certains aliments », a-t-il fait savoir. Le Dr Josaphat Depaget a demandé aux sportifs de consommer les aliments par ordre, de préférence commencer toujours leur repas en mangeant des végétaux ou un autre aliment cru. Ils doivent prendre des fruits avant le repas en vue de faciliter la bonne digestion. « Les aliments, il faut les consommer par ordre précis. Il faut manger les fruits avant, jamais après le repas. Cela facilitera la digestion. Si vous avez le joueur à qui vous avez donné les fruits pour le dessert, il sera trop lourd sur le terrain, parce qu'il n'a pas digéré à temps », a-t-il averti.

L'alimentation est à la fois un outil de prévention de maladie et de réduction des dépenses car un joueur malade causera beaucoup de dépenses pour bénéficier des soins, a-t-on appris du spécialiste.

James Golden Eloué



Les participants suivant la projection faite par le Dr Josaphat Depaget/Adiac